

Étude sur les perceptions à l'égard de la transition énergétique et de l'abordabilité de l'énergie

Ressources naturelles Canada

Rapport final

Mars 2024

Préparé pour :

Ressources naturelles Canada

Fournisseur : Le groupe-conseil Quorus Inc.

Date d'octroi du contrat : le 12 décembre 2023

Date de livraison : mars 2024

Valeur du contrat (TVH incluse) : 116 243,10 \$

Numéro du contrat : CW2341464

Numéro de ROP : 098-23

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

nrcan.por-rop.nrcan@canada.ca

This report is also available in English.

Étude sur les perceptions à l'égard de la transition énergétique et de l'abordabilité de l'énergie**Rapport final**

Préparé pour Ressources naturelles Canada

Fournisseur : Le groupe-conseil Quorus Inc.

Mars 2024

Le présent rapport contient les résultats de 16 groupes de discussion ainsi que d'un entretien approfondi. Le groupe-conseil Quorus Inc. a réalisé ces activités du 29 janvier au 10 février 2024 auprès d'adultes vivant au Canada. Douze des 16 groupes de discussion ont eu lieu en ligne, et les quatre autres, ainsi que l'entretien approfondi, ont eu lieu en personne. Les groupes de discussion avaient une durée approximative de 90 minutes et les participants provenaient de toutes les régions du pays. Nous avons informé tous les participants que nous faisons cette recherche pour le compte du gouvernement du Canada. En tout, 104 personnes ont participé à cette enquête.

This publication is also available in English, under the title: Energy Transition and Energy Affordability Perceptions Study

Le présent document peut être reproduit uniquement à des fins non commerciales. Il faut obtenir une permission écrite au préalable auprès de Ressources naturelles Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le présent rapport, veuillez communiquer avec Ressources naturelles Canada à l'adresse : nrcan_por-rop.mcan@canada.ca

Ressources naturelles Canada

580, rue Booth

Ottawa (Ontario)

K1A 0E4

Numéro de catalogue :

M4-247/2024F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-70739-6

Publications connexes (numéro d'enregistrement : ROP 098-23) :

Numéro de catalogue M4-247/2024E-PDF (rapport final en anglais)

978-0-660-70738-9

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représentée par le ministre des Ressources naturelles, 2024



Attestation de neutralité politique

J'atteste, par les présentes, à titre de président du groupe-conseil Quorus, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la [Politique sur les communications et l'image de marque](#) et la [Directive sur la gestion des communications – Annexe C](#).

Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'information sur les intentions de vote, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé :

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Rick Nadeau", is centered on a white rectangular background with a light gray grid pattern.

Le 1er mars 2024
Rick Nadeau, président
Le groupe-conseil Quorus Inc.

Table des matières

Résumé	5
Contexte et objectifs de la recherche	5
Méthodologie.....	6
Résumé des résultats de la recherche	6
Principales conclusions	11
Raison d’être et objectifs de la recherche	14
Résultats de la recherche	16
Points de vue généraux sur la transition vers l’énergie propre	16
Points de vue sur le rythme et les progrès réalisés	20
Transition vers l’énergie propre et gouvernement.....	24
Abordabilité de l’énergie	30
Fiabilité énergétique	34
Simplification de la transition - résumé des points de vue.....	34
Méthodologie détaillée.....	36
Auditoire cible et base de sondage.....	36
Description des procédures de collecte de données.....	37
Annexes.....	40
Annexe A : Questionnaire de recrutement.....	41
Annexe B : Guide du modérateur	56

Résumé

Contexte et objectifs de la recherche

Ces dernières années, les gouvernements fédéral et provinciaux ont fait du développement d'une économie compétitive basée sur les énergies propres une priorité. En effet, la transition vers l'énergie propre et le passage plus large à une économie à faibles émissions de carbone représentent une occasion particulière pour le Canada d'étendre sa base manufacturière, de créer des emplois durables dans des industries à faibles émissions de carbone et d'atteindre ses objectifs climatiques, tout en offrant aux Canadiens une énergie plus sûre et plus abordable.

Les recherches sur l'opinion publique ont examiné les opinions des Canadiens sur la transition énergétique. Elles ont révélé que les Canadiens sont massivement favorables à l'énergie propre. Ils la considèrent comme une forme d'énergie plus abordable, plus durable et plus fiable que l'énergie produite à partir de combustibles fossiles. Cependant, certaines recherches¹ soulignent également l'incertitude des Canadiens sur ce que sera la transition énergétique dans les faits, quels seront les coûts de sa mise en œuvre et ce qu'elle pourrait vouloir dire pour leurs moyens de subsistance, notamment en matière d'abordabilité et d'emploi.

Dans le passé, Ressources naturelles Canada (RNCan) a mené des recherches quantitatives et qualitatives qui portaient en partie sur le point de vue des Canadiens concernant la transition énergétique et l'abordabilité de l'énergie.

La présente étude vise à mieux comprendre les processus de réflexion qui sous-tendent les perceptions des Canadiens dans le but d'éclairer Ressources naturelles Canada (RNCan) sur de possibles angles morts en matière de politique et de communication.

La recherche a porté sur des questions axées sur l'énergie, notamment :

- Dans quelle mesure les Canadiens sont-ils informés au sujet de la transition énergétique au Canada?
- Comment la transition énergétique affecte-t-elle les Canadiens?
- Quels sont les avantages et les inconvénients de la transition énergétique au Canada?
- Quels sont les possibilités et les défis de la transition énergétique au Canada?
- Comment le Canada gère-t-il actuellement la transition énergétique?
- Quelles sont les impressions des Canadiens en matière d'abordabilité de l'énergie?

¹ <https://abacusdata.ca/clean-energy-affordable-secure/>

- Quelles seront les répercussions de la transition énergétique sur l'abordabilité de l'énergie?

Méthodologie

Cette recherche a fait appel à 16 groupes de discussion avec des personnes au Canada (12 groupes en ligne et quatre groupes en personne) ainsi qu'à un entretien approfondi. Ces groupes de discussion ont eu lieu entre le 29 janvier et le 10 février 2024, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique, en Nouvelle-Écosse, en Ontario et en Alberta. Nous avons segmenté les groupes de discussion par région et par groupe d'âge. Chaque séance a duré environ 90 minutes. Nous avons informé tous les participants qu'il s'agissait d'une étude réalisée pour le compte du gouvernement du Canada. Au total, 104 personnes ont participé à cette étude et chaque personne a reçu un honoraire de 125 dollars pour sa participation.

Résumé des résultats de la recherche

Connaissance du thème de la discussion

La plupart des participants savaient ce que « transition vers l'énergie propre au Canada » signifiait, et certains d'entre eux pouvaient y associer des initiatives gouvernementales pertinentes.

Dans l'ensemble, le concept général d'une transition vers les énergies propres a reçu un large soutien, notamment que cette transition aurait des effets positifs sur la lutte contre les changements climatiques, sur l'amélioration de notre santé grâce à la réduction de la pollution et sur l'amélioration du sort des générations futures. Bon nombre d'entre eux considèrent cette transition importante personnellement, et la perçoivent aussi comme une priorité pour le Canada, voire pour le monde.

Préoccupations relatives à la transition vers une énergie propre

Bien que les participants aient considéré cette transition comme importante, ils ont également soulevé toute une gamme d'inconvénients ou de préoccupations. Les préoccupations les plus courantes concernent les coûts de cette transition. Ces préoccupations portaient principalement sur trois aspects :

- Le coût perçu de la production d'énergie issue de sources renouvelables, comme l'énergie éolienne, solaire, etc. Plusieurs pensaient que la mise en œuvre de nouvelles technologies pour alimenter le réseau énergétique entraînerait des coûts importants.
- Le coût perçu pour le consommateur moyen, à qui l'on demanderait apparemment de passer au véhicule électrique à un moment où on considère ces véhicules comme très

dispendieux et d'une capacité limitée pour répondre aux besoins diversifiés de la population canadienne.

- Le coût perçu pour le consommateur, puisque plusieurs pensent que leur facture d'énergie sera plus élevée si l'approvisionnement vient des nouvelles technologies, du moins à court terme.

Certains participants se soucient également du risque associé à la transition de la production d'énergie vers ce que certains considèrent comme des technologies non éprouvées. Plusieurs se disaient préoccupés par la transition vers les véhicules électriques qui restent déficients à bien des égards (p. ex., autonomie sur de longues distances, le froid, le manque de bornes de recharge, le coût élevé d'une batterie de remplacement, les répercussions environnementales de la fabrication des batteries, etc.). Quelques participants s'inquiétaient aussi des pertes d'emplois associées à une transition qui délaisse les combustibles fossiles, une préoccupation plus marquée dans des régions telles que l'Alberta et certaines régions rurales des Prairies.

Enfin, quelques participants s'interrogeaient sur les répercussions réelles d'une telle transition qu'un pays comme le Canada pourrait avoir sur les changements climatiques et se sont dits inquiets des coûts importants que le pays et les Canadiens pourraient devoir assumer en vain.

Points de vue sur le rythme et les progrès réalisés

Les participants ont exprimé des réactions mitigées sur le rythme et les progrès réalisés. Plusieurs avaient l'impression que le Canada en a fait trop peu pour lutter contre les changements climatiques jusqu'à présent. De nombreuses personnes disaient avoir de la difficulté à identifier des mesures spécifiques prises, sauf de fixer des cibles. Elles ont donc l'impression que le Canada n'est pas en bonne voie de réaliser cette transition, ni sur aucune voie d'ailleurs, et que la transition prenait trop de temps.

D'autres percevaient que le manque de clarté dans la planification, jumelé à des cibles ambitieuses, comme une source d'inquiétude. Les engagements les plus récents en faveur de la carboneutralité, ainsi que les manchettes sur l'élimination progressive des nouvelles voitures à essence d'ici 2035, leur font craindre que la transition vers l'énergie propre soit trop ambitieuse ou trop agressive. Même s'ils sont en faveur de la transition, ils ont le sentiment qu'elle doit se faire correctement et au bon rythme, sans quoi le Canada perdra trop d'emplois trop rapidement, dépensera trop d'argent trop tôt et prendra trop de risques avec ce qu'ils perçoivent comme une nouvelle technologie. Ces participants ont également soutenu que les défis qu'ils rencontrent actuellement par rapport au coût de la vie ne constituent pas la toile de fond idéale pour ce genre de pression.

Certains participants ont évoqué le fait que les provinces semblent progresser à des rythmes différents, et que collaboration nécessaire à la création d'un plan national cohérent semble faire défaut. Certaines réglementations provinciales limitent ou interdisent la revente de l'énergie inutilisée au réseau. Ceux qui souhaitaient aller de l'avant avec certains changements qui favoriseraient la transition vers les énergies propres y voient là un frein. Par ailleurs, la recherche a dévoilé que certaines mesures offertes par les entreprises de services publics, comme des thermostats gratuits ou des remises sur les audits énergétiques, avaient motivé quelques participants à adopter des technologies écoénergétiques. Certains avaient pris connaissance de ces programmes directement sur leur facture d'énergie.

Lorsqu'on leur a demandé quelles mesures particulières le Canada avait prises pour soutenir la transition vers l'énergie propre, ils ont le plus souvent mentionné les mesures suivantes :

- Le Canada s'est fixé des cibles de réduction des émissions qui, bien que nécessaires, sont inutiles sans plan d'action concret.
- Il y a plus de véhicules électriques qui circulent sur les routes.
- Certains connaissaient les programmes fédéraux qui aident les propriétaires à adopter l'énergie propre (en particulier les thermopompes) et à soutenir les efforts de rénovation de leur maison pour la rendre plus écoénergétique.

Même si les participants connaissaient certaines mesures, plusieurs d'entre eux trouvaient qu'en l'absence d'un plan d'action clair ou d'une « feuille de route » qui présente le calendrier des différentes mesures pour atteindre les cibles et les résultats souhaités, ils n'étaient pas convaincus que le Canada atteindrait les cibles et réaliserait de réels progrès.

Interrogés sur leur propre contribution à la transition vers les énergies propres et aux efforts d'amélioration de l'efficacité énergétique, presque tous les participants ont pu citer au moins quelques mesures qu'ils avaient prises ou qu'ils mettaient régulièrement en pratique. Dans chaque groupe, quelques propriétaires avaient rénové leur maison pour la rendre plus écoénergétique, notamment remplacer des fenêtres, améliorer l'isolation, etc. Quelques personnes avaient aussi installé une thermopompe. La plupart des participants utilisent des « pratiques exemplaires » régulièrement pour économiser l'énergie, dont le contrôle de la température, éteindre les lumières, acheter des appareils électroménagers et des ampoules écoénergétiques, etc. Si certains ont entrepris ces rénovations et adopté ces comportements parce que c'est « bon pour l'environnement », plusieurs cherchaient aussi à réduire leurs factures d'énergie à court et à long terme. Les participants ne semblaient pas établir le lien entre ces mesures et le soutien direct à la transition vers une énergie propre.

Transition vers l'énergie propre et gouvernement

La plupart des participants s'entendent que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans la transition vers l'énergie propre. Parmi les rôles couramment proposés, on remarque :

- Établir une vision claire et un plan concret pour atteindre les cibles souhaitées.
- Soutenir et encourager les citoyens grâce à des programmes, des remises et des mesures incitatives afin qu'ils puissent apporter des changements à leurs logements et à leur mode de transport.
- Financer la grande partie de la transition, comme avec des taxes sur le carbone (tout particulièrement en taxant les grandes entreprises qui émettent de grandes quantités de gaz à effet de serre).
- Collaborer avec la communauté mondiale.
- Assurer la coordination avec les provinces pour que nous puissions tous avancer.
- Sensibiliser les Canadiens, leur communiquer un plan d'action concret, leur expliquer comment ils peuvent participer à la transition et de quelle manière on pourra en mesurer les progrès.
- Soutenir le développement et la mise en place d'infrastructures qui reposent sur l'énergie renouvelable.
- Trouver des marchés et des utilisations pour les combustibles fossiles du Canada.

Les participants ont pris connaissance d'une liste d'exemples d'initiatives et de programmes récents mis en place par le gouvernement pour soutenir la transition vers l'énergie propre. Dans l'ensemble, les participants ont bien accueilli ces genres d'initiatives et de programmes, sauf qu'ils les connaissaient peu. Les mieux connus semblaient être la subvention canadienne pour des maisons plus vertes (surtout en ce qui a trait à l'installation de thermopompes) et les remises pour les véhicules à émission zéro. Les participants avaient également entendu parler de la construction d'usines de fabrication de batteries et de véhicules à émission zéro.

Les participants ont également soulevé quelques préoccupations relativement aux initiatives, notamment :

- Il n'y a pas réellement de soutien pour les locataires.
- Il n'y a pas réellement de soutien pour les personnes qui ne possèdent pas de véhicules, parce qu'elles n'en veulent pas, ou qu'elles ne peuvent se le permettre.

- De manière générale, les initiatives semblent privilégier les ménages les mieux nantis – soit ceux qui peuvent s’acheter une maison, qui peuvent payer des rénovations, et/ou qui peuvent se procurer un véhicule électrique.
- La perception d’un favoritisme régional de certaines initiatives, comme la construction d’usines qui ne semble se produire qu’en Ontario. Ils ont aussi relevé la faible viabilité des thermopompes et des véhicules électriques dans plusieurs régions du pays (p. ex., les régions rurales et éloignées, les régions où il fait très froid, etc.)

Dans l’ensemble, la principale préoccupation revenait au coût, plusieurs expliquant que les remises ou les mesures incitatives ne couvriraient qu’une partie du coût total et que les consommateurs devaient payer le reste. Certains estimaient que le gouvernement fédéral devrait prendre en charge une plus grande partie du coût de l’installation des thermopompes, des panneaux solaires, des fenêtres écoénergétiques, etc.

Les participants ont généralement admis que le public n’est pas suffisamment sensibilisé à ce genre de programmes et d’initiatives. Ils suggèrent au gouvernement fédéral d’utiliser davantage les réseaux sociaux, les communiqués de presse, les médias de masse, la publicité par le biais des détaillants en produits et services de rénovation, la diffusion d’informations par le biais de l’Agence du revenu du Canada et des fournisseurs d’énergie locaux et régionaux.

L’animateur a exploré un autre genre de prêt à la rénovation. Il a expliqué aux participants qu’ils pourraient utiliser les économies d’énergie réalisées grâce à ces rénovations pour rembourser le prêt consenti. Certains participants, surtout les jeunes propriétaires, pensaient que cette mesure leur permettrait d’entreprendre des travaux de rénovation plus facilement. D’autre part, certains, dont les personnes plus âgées, ont manifesté moins d’intérêt pour ce genre de programme, car ils étaient peu convaincus du montant des économies qu’ils pourraient réaliser sur leurs factures d’énergie. Le manque d’attrait portait aussi sur l’investissement initial important (qu’ils ne peuvent se permettre) et les économies qui ne se matérialiseront que dans un avenir lointain.

Quelques groupes ont discuté des avantages et des inconvénients d’un endettement accru du gouvernement canadien pour financer la transition énergétique afin d’éviter des coûts plus élevés liés aux effets des changements climatiques. Certains estimaient que ce genre de coût s’avère difficile à déterminer ou jugeaient irresponsable que le gouvernement s’endette davantage pour quelque raison que ce soit. Par ailleurs, l’argument que des recherches montrent que le gouvernement dépenserait plus pour les répercussions des changements climatiques que pour la transition énergétique s’il ne fait pas plus pour les freiner, en a convaincu certains qu’il était logique d’avoir une vision à long terme et de s’endetter à court terme.

Abordabilité de l'énergie

Le coût de l'énergie est une préoccupation constante pour de nombreux participants, en particulier pour les ménages à faible revenu. Plusieurs d'entre eux ont adopté des pratiques d'économie d'énergie dans le but précis de réduire leur facture. Même si peu de participants savent comment l'abordabilité de l'énergie se compare d'une province à l'autre, la plupart s'entendent que les coûts de l'énergie sont assez élevés et qu'ils ne souhaitent pas qu'ils s'accroissent.

Les participants comprennent peu ce qui pourrait expliquer le niveau élevé ou l'augmentation de leurs factures d'énergie. Plusieurs ont convenu que « tout coûte plus cher » et que l'augmentation de leur facture d'énergie ne les surprenait donc pas. Certains pensent aussi que leur facture d'énergie a grimpé parce que leur consommation a grimpé au fil des ans. Dans certaines régions, comme au Nouveau-Brunswick, certains ont attribué les factures élevées à la mauvaise gestion des services publics, tandis que dans d'autres régions, les participants jugent qu'il s'agit de frais fixes intégrés dans leurs factures et liés à l'administration et/ou au transport. Quelques personnes ont avancé que c'était en raison de la « taxe carbone ».

À quelques exceptions près, les participants n'ont pas eu le réflexe d'associer la manière de produire leur énergie à l'abordabilité de l'énergie dans leur province. Lorsque nous avons présenté un scénario aux participants dans lequel la production d'une plus grande partie de l'énergie de leur province provenait de sources renouvelables, peu d'entre eux ont semblé croire que cela se traduirait par une réduction des factures d'énergie. En fait, bon nombre d'entre eux pensent que les nouvelles méthodes de production d'énergie, telles que l'énergie solaire, éolienne, etc. coûtent plus cher que les sources d'énergie actuelles. Certains ont émis l'hypothèse qu'il se peut que les coûts de l'énergie soient plus élevés à court terme en raison des coûts liés à la mise en œuvre de ces nouvelles technologies, mais que les coûts diminueraient avec le temps étant donné qu'il s'agit d'une source d'énergie renouvelable. À l'inverse, d'autres prédisaient que puisque les entreprises de l'énergie tiennent à faire des profits, elles ne diminueraient pas les factures.

En dernière analyse, les avis demeuraient partagés sur la question de savoir si une transition vers l'énergie propre se traduirait par une réduction des factures d'énergie pour les Canadiens.

Principales conclusions

- Les participants se sont montrés très favorables au passage à une énergie propre, en particulier pour lutter contre les changements climatiques.
- Les coûts de cette transition ont préoccupé les participants qui, dans de nombreux cas, se voyaient devoir en assumer une grande partie (p. ex., l'augmentation des coûts de l'énergie)

et qu'ils préféreraient que le gouvernement fédéral finance un segment plus important de la transition.

- Les « nouvelles technologies », telles que les véhicules électriques, ont également soulevé des préoccupations. Certains les qualifiaient d'impossibles dans leur région en raison des températures froides, du manque d'infrastructures et de la durée de vie des batteries.
- Nombreux sont ceux qui estiment que le Canada prend des mesures dans la bonne direction (p. ex., en fixant des cibles), mais ils considèrent que les changements réels prennent trop de temps et qu'il n'y a pas de plan d'action concret.
- Les remises et les mesures incitatives offertes par le gouvernement fédéral ont suscité un certain intérêt et un certain soutien, mais les participants ont aussi exprimé certaines préoccupations, notamment :
 - Le manque de soutien aux ménages à revenus faibles et moyens, aux locataires et à ceux qui ne veulent pas posséder un véhicule ou qui n'ont pas les moyens d'en acheter un.
 - Malgré les remises, les particuliers estiment qu'ils auraient à faire face à des coûts initiaux importants pour de nombreuses rénovations domiciliaires et pour les véhicules électriques.
 - L'équité régionale (p. ex., la faible viabilité des thermopompes et des véhicules électriques dans les régions froides).
 - La méconnaissance des différents programmes fédéraux.
- La perception générale est que les coûts de l'énergie augmentent, ce qui est une préoccupation particulièrement pour les ménages à faible revenu.
 - Les participants connaissaient peu les raisons de ces augmentations de coûts et les associaient généralement à l'inflation.
 - Beaucoup ne savent pas si les sources d'énergie propre mèneraient à une augmentation ou à une diminution des prix de l'énergie.

Mise en garde concernant la recherche qualitative

La recherche qualitative vise à recueillir des points de vue et à trouver une orientation plutôt que des mesures quantitatives qu'on peut extrapoler. Le but n'est pas de générer des statistiques, mais d'obtenir l'éventail complet des opinions sur un sujet, comprendre le langage utilisé par les participants, évaluer les niveaux de passion et d'engagement, et exploiter le pouvoir du groupe pour stimuler les réflexions. Nous encourageons les participants à exprimer leurs opinions, peu importe si les autres partagent ces opinions ou non.

En raison de la taille de l'échantillon, des méthodes de recrutement utilisées et des objectifs de l'étude, il est clair que la tâche en question est de nature exploratoire. Les résultats ne peuvent être extrapolés à une plus vaste population, pas plus qu'ils ne visent à l'être.

Plus particulièrement, il n'est pas approprié de suggérer ni de conclure que quelques (ou de nombreux) utilisateurs du monde réel agirait d'une façon uniquement parce que quelques (ou de nombreux) participants ont agi de cette façon au cours des séances. Ce genre de projection relève strictement de la recherche quantitative.

Fournisseur : Le groupe-conseil Quorus Inc.

Numéro du contrat : CW2341464

Date de l'octroi du contrat : le 12 décembre 2023

Valeur du contrat (TVH incluse) : 116 243,10 \$

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Ressources naturelles Canada : nrcan.por-rop.rncan@canada.ca

Raison d'être et objectifs de la recherche

Contexte

Ces dernières années, les gouvernements fédéral et provinciaux ont fait du développement d'une économie concurrentielle fondée sur l'énergie propre une priorité.

La transition vers l'énergie propre et le grand virage vers une économie à faibles émissions de carbone représentent une occasion particulière pour le Canada d'étendre ses assises manufacturières, de créer des emplois durables dans des industries à faibles émissions de carbone et d'atteindre ses objectifs climatiques, tout en offrant aux Canadiens une énergie plus sûre et plus abordable.

Les recherches sur l'opinion publique ont examiné les opinions des Canadiens sur la transition énergétique. Elles ont révélé que les Canadiens sont massivement favorables à l'énergie propre. Ils la considèrent comme une forme d'énergie plus abordable, plus durable et plus fiable que l'énergie produite à partir de combustibles fossiles. Cependant, les Canadiens se demandent en quoi consistera la transition énergétique dans les faits, quels seront les coûts de sa mise en œuvre et comment elle pourrait affecter leurs moyens de subsistance, notamment en matière d'abordabilité et d'emploi.

Il y a lieu de mener des recherches qualitatives plus approfondies sur les préoccupations des Canadiens concernant l'abordabilité et la fiabilité de l'énergie. Il importe également de mieux comprendre la perception qu'a le public de la transition énergétique comme moyen pour soutenir l'action climatique, y compris les coûts perçus et l'accès à une énergie sûre et fiable.

Raison d'être de la recherche

La question de l'énergie mondiale pose un défi de taille. La demande mondiale en énergie continue d'augmenter, les pays sont poussés à mettre en place des systèmes énergétiques et des économies à faibles émissions de carbone, et les troubles géopolitiques complexifient l'approvisionnement en énergie. Les pays sont contraints d'essayer d'équilibrer le trilemme énergétique : garantir des sources d'énergie sûres/fiables, abordables et durables. Les pays se positionnent donc sur la voie de la transition énergétique afin de faire le virage vers des systèmes énergétiques à plus faible teneur en carbone, jugés plus fiables, plus durables et plus abordables.

Le gouvernement du Canada soutient le virage vers des systèmes énergétiques à faible teneur en carbone afin de mettre les Canadiens à l'abri de ces défis énergétiques volatils et de leur permettre d'avoir accès à une énergie fiable/sûre, abordable et durable.

À la lumière de cette transition, il s'avère essentiel de mieux comprendre le questionnement et les préoccupations des Canadiens afin de bien saisir leur point de vue sur les questions énergétiques et la manière dont ils perçoivent l'attitude et les motivations des autres Canadiens et du gouvernement fédéral. Cette étude examinera ainsi les processus de réflexion qui sous-tendent les perceptions des Canadiens dans le but d'éclairer Ressources naturelles Canada (RNCan) sur de possibles angles morts en matière de politique et de communication.

Les résultats de cette étude permettront donc à RNCan de mieux comprendre l'expérience des Canadiens en matière d'abordabilité et de fiabilité de l'énergie, en particulier dans les régions du pays confrontées à des problèmes d'abordabilité de l'énergie ou qui disposent de réseaux difficiles à décarboniser. Cette recherche contribuera à relever les lacunes et les possibilités en matière de communication et faire ressortir les perceptions positives et négatives du public à l'égard de la transition énergétique. Ces résultats pourraient alimenter l'élaboration d'initiatives, de programmes, de politiques, de règlements et d'outils de communication ministériels, et jeter les bases pour de nouvelles études quantitatives. Ils pourraient également fournir des indications sur la manière d'influencer les changements de comportement en faveur de la transition énergétique, tout en gardant à l'esprit les problèmes d'abordabilité de l'énergie.

Objectifs de la recherche

Les principaux objectifs de cette recherche sont d'en apprendre davantage sur la réflexion et l'expérience des Canadiens en ce qui a trait à la transition énergétique et l'abordabilité de l'énergie. Ces connaissances contribueront à mieux cerner leur point de vue sur ce que le gouvernement ou d'autres groupes de Canadiens pensent de la transition énergétique et de l'abordabilité de l'énergie, et à mieux comprendre leur perception des possibilités à long terme d'une transition énergétique.

La recherche a porté sur des questions axées sur l'énergie, notamment :

- Dans quelle mesure les Canadiens connaissent-ils la transition énergétique au Canada?
- Comment la transition énergétique affecte-t-elle les Canadiens?
- Quels sont les avantages et les inconvénients de la transition énergétique au Canada?
- Quelles sont les possibilités et quels sont les défis de la transition énergétique au Canada?
- Comment le Canada gère-t-il actuellement la transition énergétique?
- Quelles sont les impressions des Canadiens en matière d'abordabilité de l'énergie?

- Quelles seront les répercussions de la transition énergétique sur l'abordabilité de l'énergie?

Méthodologie

Cette recherche a fait appel à 16 groupes de discussion avec des personnes au Canada (12 groupes en ligne et quatre groupes en personne) ainsi qu'à un entretien approfondi. Ces groupes de discussion ont eu lieu entre le 29 janvier et le 10 février 2024, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick, au Québec, en Saskatchewan, en Colombie-Britannique, en Nouvelle-Écosse, en Ontario et en Alberta. Nous avons segmenté les groupes de discussion par région et par groupe d'âge. Chaque séance a duré environ 90 minutes. Nous avons informé tous les participants qu'il s'agissait d'une étude réalisée pour le compte du gouvernement du Canada. Au total, 104 personnes ont participé à cette étude et chaque personne a reçu un honoraire de 125 dollars pour sa participation.

La méthodologie détaillée se trouve dans la partie qui suit les résultats de la recherche.

Résultats de la recherche

Points de vue généraux sur la transition vers l'énergie propre

Pour amorcer chaque groupe de discussion, on a demandé aux participants s'ils avaient entendu parler de la « transition vers l'énergie propre au Canada » et de nous dire ce que cela signifiait pour eux.

La plupart des participants pensaient avoir déjà entendu cette expression, mais plusieurs ont déclaré que bien qu'elle leur semblât familière, ils ne connaissaient pas particulièrement le concept et ce qu'il représentait. Bon nombre d'entre eux étaient conscients des répercussions des sources d'énergie non renouvelables sur le climat, même si quelques-uns ont admis ne pas savoir exactement ce qui rendait d'autres sources d'énergie « impropres ».

Les participants qui connaissaient davantage le concept ont plus souvent mentionné l'abandon des combustibles fossiles, l'utilisation accrue des énergies renouvelables (certains ont précisé l'énergie éolienne, solaire, hydroélectrique et géothermique) et une plus grande utilisation des véhicules électriques.

Après avoir fait ressortir ce qui leur venait à l'esprit en lien avec le concept de « transition vers l'énergie propre au Canada », les participants ont reçu la description suivante du sujet :

1. La transition vers l'énergie propre désigne le remplacement d'une énergie conventionnelle dérivée de combustibles fossiles (comme le charbon ou le pétrole) par des énergies propres produites à partir de sources d'énergie renouvelable (comme l'hydrogène, l'hydroélectricité, l'énergie solaire, la géothermie, etc.), ainsi que l'utilisation accrue de produits écoénergétiques et l'adoption de pratiques écoénergétiques. Ces changements influencent la provenance de notre électricité, la manière dont nous chauffons nos maisons et alimentons nos moyens de transport.

2. L'ÉNERGIE PROPRE désigne l'électricité produite à partir de sources qui n'émettent aucune pollution par le carbone (les sources non émettrices), comme l'hydroélectricité, l'énergie solaire, l'énergie nucléaire, la géothermie et l'énergie marémotrice.

Le Canada s'est engagé à atteindre la carboneutralité d'ici 2050, comme plus de 140 autres pays, y compris tous les pays du G7. Le Canada est également résolu à atteindre son objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 40 à 45 pour cent en dessous des niveaux de 2005 d'ici 2030. Étant donné que la production et l'utilisation des énergies au Canada représentent près de 80 % des émissions, la transition vers l'énergie propre est essentielle si nous voulons remplir nos engagements en matière de changements climatiques.

Après avoir pris connaissance de ces informations sur la transition du Canada vers l'énergie propre, les participants nous ont donné leur opinion générale et ont commenté l'importance qu'ils accordaient à cette transition pour le pays, et pour eux-mêmes.

Dans l'ensemble, le concept général d'une transition vers l'énergie propre a reçu un large soutien. Bon nombre d'entre eux considèrent cette transition importante personnellement. Ils la conçoivent aussi comme une priorité assez élevée pour le Canada, voire pour le monde.

Les participants ont indiqué que cette transition aurait des effets positifs sur la lutte contre les changements climatiques, sur l'amélioration de notre santé grâce à la réduction de la pollution et sur l'amélioration du sort des générations futures. Certains participants ont également souligné que l'épuisement peu à peu des ressources non renouvelables ne ferait qu'augmenter la demande d'électricité au fil du temps, d'où la nécessité de trouver des solutions renouvelables et plus durables.

Les personnes moins favorables à la transition vers l'énergie propre s'inquiètent généralement des dépenses publiques ou de l'augmentation des déficits et de la dette, ou mettent en doute la technologie nécessaire à la transition (Remarque : nous aborderons les préoccupations relatives à la technologie plus loin dans le rapport). Quelques participants ne croient pas aux changements

climatiques ou estiment qu'il s'agit d'un cycle évolutif naturel de la planète qui ne peut ou ne doit pas être inversé.

Lorsque nous avons demandé aux participants comment la transition du Canada vers l'énergie propre pourrait avantager leur ménage, certains ont estimé que l'adoption à grande échelle de l'énergie propre la rendrait plus abordable au fil du temps. Les participants ont également l'impression que les sources d'énergie renouvelable, dans l'ensemble, pourraient créer une plus grande offre d'énergie, ce qui pourrait se traduire par des économies. Cela dit, quelques participants ont estimé qu'il fallait placer le bien commun au cœur de la transition ou en être le principal catalyseur, plutôt que mettre l'accent sur les considérations individuelles ou des ménages. Par exemple, l'avantage global pour le climat est, selon eux, beaucoup plus important que tout avantage individuel ou du ménage.

Bien que les participants aient considéré cette transition comme importante, ils ont également soulevé toute une gamme d'inconvénients ou de préoccupations.

Les préoccupations les plus courantes concernent les coûts de cette transition, en particulier la charge financière qui pourrait peser sur les citoyens. Cette préoccupation s'accompagnait souvent du sentiment que les individus ont tendance à être ceux qu'on encourage à faire des changements, alors qu'ils pensent que les gouvernements et les grandes entreprises devraient jouer un rôle plus important lorsqu'il s'agit de lutter contre les changements climatiques et de passer à des sources d'énergie propre et durable.

The focus of this should be mainly on industry and not on people like citizens. It should be industry led. We should be looking at industries to change the way they do manufacturing and processing, and then from there, then the people, because they are the ones who are using the possible fuels more than we do. —Femme, 45 ans, Colombie-Britannique, communauté urbaine [Il faut principalement mettre l'accent sur l'industrie et non sur les personnes, les citoyens. L'industrie doit mener ce combat. Il faut premièrement que les industries modifient leurs méthodes de fabrication et de transformation, puis ce sera au tour de la population, car ce sont les industries qui utilisent les combustibles possibles plus que nous.]

De nombreux participants ont également tenu compte des coûts associés à la production d'énergie issue de sources renouvelables, comme l'énergie éolienne, solaire, etc. Ces personnes estimaient que la mise en œuvre de nouvelles technologies pour alimenter le réseau énergétique entraînerait des coûts importants. Plusieurs ont indiqué que la charge financière pour passer à de nouvelles technologies énergétiques propres incomberait en grande partie aux consommateurs, qui verraient le coût de leur consommation d'énergie augmenter.

Les participants ont aussi exprimé des préoccupations à l'endroit du consommateur moyen, à qui l'on demanderait apparemment de passer au véhicule électrique à un moment où l'on considère ces véhicules très dispendieux. Plusieurs ont d'ailleurs souligné que non seulement les véhicules électriques coûtent plus cher que les véhicules à essence à l'achat, mais que le coût de remplacement de la batterie est aussi très élevé, et que les coûts d'entretien peuvent également être beaucoup plus importants.

En plus des coûts associés à une telle transition, certains participants se soucient également du risque que pose la transition de la production d'énergie vers ce que certains considèrent comme des technologies non éprouvées. Par exemple, plusieurs participants ont fait part de leurs préoccupations concernant le plan de transition vers les véhicules électriques qui, selon eux, restent déficients à bien des égards. Nombre d'entre eux doutent de la fiabilité des véhicules électriques comparativement aux véhicules à essence et de leur faible autonomie lorsqu'il s'agit de conduire sur de longues distances, surtout si l'on tient compte des températures froides au Canada, qui peuvent limiter la charge des batteries.

Par ailleurs, plusieurs personnes (en particulier celles qui habitent au Canada atlantique et dans des communautés plus petites ou plus rurales d'autres régions) ont soulevé l'insuffisance de l'infrastructure canadienne pour soutenir les véhicules électriques. À titre d'exemple, certains ont indiqué le peu de bornes de recharge, la difficulté à obtenir des pièces de rechange en cas de besoin et le manque d'expérience des mécaniciens pour entretenir les voitures électriques. Les participants ont également exprimé des préoccupations concernant l'impact environnemental de la fabrication des batteries pour les véhicules électriques.

Pour plusieurs d'entre eux, l'empressement d'abandonner leur voiture à essence actuelle n'est pas au rendez-vous, car ils considèrent qu'il faudra améliorer davantage les véhicules électriques et l'infrastructure nécessaire au Canada, en plus de les offrir à des prix plus abordables.

*My only concern is... like battery technology, you know what sort of damage are batteries doing to the environment? [...] I wouldn't want to get into that situation [where] things are breaking down, or we're causing more pollution by generating batteries, or we can't recycle these, or, you know, just the long-term outlook of implementing these measures too early are going to have very negative consequences. —Homme, 31 ans, Colombie-Britannique, communauté urbaine [«
Ma seule préoccupation est... comme la technologie des batteries, vous savez quel genre de dommages les batteries causent à l'environnement ? [...] Je ne voudrais pas me retrouver dans cette situation [où] les choses tombent en panne, ou nous causons plus de pollution en produisant des batteries, ou nous ne pouvons pas les recycler, ou, vous savez, les perspectives à*

long terme d'une mise en œuvre trop précoce de ces mesures vont avoir des conséquences très négatives.]

De plus, quelques participants s'inquiétaient des pertes d'emplois ou d'autres répercussions qu'aurait le délaissement des combustibles fossiles sur les industries connexes, une préoccupation plus marquée dans des régions telles que l'Alberta et certaines zones rurales des Prairies. Par exemple, un participant d'une région rurale du Manitoba a dit se souvenir que le gouvernement tentait de réduire l'utilisation agricole d'engrais azotés en Saskatchewan et en Alberta et il s'inquiétait des répercussions que cela aurait sur l'industrie.

Enfin, quelques participants s'interrogeaient sur les répercussions réelles d'une telle transition qu'un pays comme le Canada pourrait avoir sur les changements climatiques et se sont dits inquiets des coûts importants que le pays et les Canadiens pourraient devoir assumer en vain. Nombre de ces participants ont mentionné la nouveauté relative des technologies liées aux énergies renouvelables et aux voitures électriques et qu'il serait risqué de se précipiter pour les déployer. Certains participants ont aussi fait valoir que le Canada produit une quantité relativement faible de gaz à effet de serre par rapport à d'autres pays et qu'une transition vers une énergie plus propre au pays ne fera peut-être pas de différence sur les changements climatiques. D'autres ont contré ce raisonnement : le fait que plus de 140 pays partagent un objectif commun les encourage. Certains ont également estimé que nous ne résoudrons certainement pas les changements climatiques si nous maintenons le cap actuel, de sorte qu'on a tout à gagner des efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Certains participants souhaiteraient également que le Canada joue un rôle de leader dans la lutte contre les changements climatiques plutôt que de suivre ce que font les autres pays.

Points de vue sur le rythme et les progrès réalisés

Après avoir discuté des perceptions, des avantages et des inconvénients de la transition du Canada vers l'énergie propre, la conversation a porté sur les progrès réalisés par le Canada à ce jour.

Dans l'ensemble, les participants ont exprimé des réactions mitigées sur le rythme et les progrès réalisés. Quelques-uns ont déclaré que même s'ils comprenaient le concept de la transition vers l'énergie propre, ils avaient du mal à dire de manière convaincante si le Canada avait réalisé de véritables progrès, car ils ne connaissaient ni les plans ni mesures précises que le Canada avait entreprises.

L'opinion la plus répandue est que le Canada en a fait trop peu pour lutter contre les changements climatiques jusqu'à présent, d'autant plus que l'on connaît les effets des changements climatiques depuis un certain temps et que le problème devient de plus en plus urgent. Plusieurs personnes disaient avoir de la difficulté à identifier les mesures précises, sauf de fixer des cibles. Elles ont

donc l'impression que le Canada n'est pas sur la bonne voie pour réaliser cette transition, ni sur aucune voie d'ailleurs, et que la transition prenait trop de temps.

Certains participants savaient que le gouvernement canadien avait pris des mesures pour lutter contre les changements climatiques, notamment en offrant des remises et des programmes pour aider les Canadiens à accroître l'efficacité énergétique de leurs maisons. Cependant, bien qu'ils valorisent l'importance de ces initiatives, plusieurs sont d'avis qu'il ne semble pas y avoir de plan clair ou de cohérence entre ces initiatives et les cibles à rencontrer.

It seems to me that there's a good deal of activity. But it's hard to tell if it's cohesive at all... Where's their project plan that shows all of the activities that they have to put in place? I mean, they're trying to head to a 2030 goal but what's going to get to them there? I mean, it's fine to have a goal, but your goal is just a dream if you don't have a plan. —Homme, 66 ans, Nouveau-Brunswick, communauté rurale/petite communauté [Il me semble qu'il y a beaucoup d'activités, mais il est difficile de savoir si elles sont cohérentes... Où est le plan qui montre toutes les activités à mettre en place? Autrement dit, ils essaient de se diriger vers la cible de 2030, mais qu'est-ce qui va leur permettre de l'atteindre? C'est bien d'avoir une cible, mais ce n'est qu'un rêve si vous n'avez pas de plan.]

Certains participants ont évoqué le fait que les provinces semblent progresser à des rythmes différents, certaines provinces ayant une longueur d'avance (comme la Colombie-Britannique, l'Ontario, la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard) et d'autres, très en retard (comme l'Alberta). Ces impressions semblent généralement reposer sur peu de détails, souvent associés à un ou deux développements particuliers (p. ex., avoir entendu parler de mesures incitatives pour l'installation de thermopompes en Nouvelle-Écosse). Cette situation laisse certains participants douter de l'existence d'un plan national cohérent et solide et de la capacité du gouvernement à atteindre ses cibles.

Beaucoup perçoivent ce manque de clarté dans la planification, jumelé à des cibles ambitieuses, comme une source d'inquiétude. Les engagements les plus récents en faveur de la carboneutralité, ainsi que les manchettes sur l'élimination progressive des nouvelles voitures à essence d'ici 2035, leur font craindre que la transition vers l'énergie propre soit trop ambitieuse ou trop agressive. Même s'ils sont en faveur de la transition, ils ont le sentiment qu'elle doit se faire correctement et au bon rythme, sans quoi le Canada perdra trop d'emplois trop rapidement, dépensera trop d'argent trop tôt et prendra trop de risques avec ce qu'ils perçoivent comme une nouvelle technologie. Ces participants ont également soutenu que les défis qu'ils rencontrent actuellement par rapport au coût de la vie ne constituent pas la toile de fond idéale pour ce genre de pression.

Lorsqu'on leur a demandé quelles mesures particulières le Canada avait prises pour soutenir la transition vers l'énergie propre, ils ont le plus souvent mentionné les mesures suivantes :

- Le Canada a fixé des cibles pour la transition vers l'énergie propre.
- Les véhicules électriques deviennent plus courants; il y en a plus qui circulent sur les routes. Plusieurs participants connaissaient également les remises gouvernementales à l'achat d'une voiture électrique.
- Loin d'être omniprésentes, les bornes de recharge pour les véhicules électriques sont de plus en plus courantes. Les participants, en particulier les habitants de certaines régions, comme la Colombie-Britannique, en ont fait le constat.
 - Quelques-uns ont d'ailleurs mentionné que certaines entreprises ajoutent des bornes de recharge dans leurs aires de stationnement.
- Certains connaissaient les programmes fédéraux qui aident les propriétaires à adopter l'énergie propre (en particulier les thermopompes) et à soutenir les efforts de rénovation de leur maison pour la rendre plus écoénergétique.
- On utilise déjà des sources d'énergie renouvelable. De nombreux participants ont expressément mentionné avoir vu des parcs d'éoliennes, par exemple dans des zones rurales du Manitoba. Un participant du Nouveau-Brunswick s'est également souvenu avoir entendu dire que la majorité de l'énergie de l'Île-du-Prince-Édouard provenait de parcs éoliens.
- Dans certaines régions, les transports en commun utilisent des véhicules hybrides ou entièrement électriques.
- Certaines compagnies de taxis ont opté pour des véhicules électriques.
- On considère déjà les transports en commun comme plus efficaces puisqu'ils permettent de réduire le nombre de voitures sur les routes. De plus, certains ont remarqué que, comme les taxis, ces modes de transport deviennent de plus en plus écoénergétiques (comme les autobus à hydrogène à Winnipeg).
- Les appareils ménagers sont de plus en plus écoénergétiques.
- Voir plus de sources d'énergie renouvelable dans leur région ou leur province, comme plus de parcs éoliens dans les campagnes et plus de panneaux solaires.
- Le gouvernement a interdit la vente d'ampoules à incandescence pour encourager l'utilisation d'ampoules plus efficaces sur le plan énergétique.

Comme mentionné plus tôt, même si les participants connaissaient certaines mesures, plusieurs d'entre eux trouvaient qu'en l'absence d'un plan d'action clair ou d'une « feuille de route » qui présente le calendrier des différentes mesures pour atteindre les cibles et les résultats souhaités,

ils n'étaient pas convaincus que le Canada atteindrait les cibles et réaliserait de réels progrès. Beaucoup ont fait valoir que les cibles gouvernementales sont inutiles s'il n'y a pas de plan concret en place pour les atteindre. Quelques-uns ont également avancé qu'un plan clair pourrait les aider à comprendre l'échéancier général et la manière dont les différents intervenants (p. ex., les entreprises, les gouvernements, etc.) contribueront à la transition.

Nous avons demandé aux participants ce que le Canada pourrait faire pour corriger le tir en vue d'atteindre les cibles. La plupart des suggestions concernaient la nécessité de rendre l'énergie propre plus abordable pour les Canadiens. Certains d'entre eux ont dit que les initiatives écoénergétiques devraient offrir des remises et de subventions plus importantes, ce qui encouragerait les Canadiens à adopter des pratiques plus durables et contribuerait à rendre la transition plus abordable. D'autres ont simplement indiqué qu'en plus d'établir des plans clairs pour atteindre les cibles, le gouvernement canadien doit mieux communiquer et éduquer la population sur la raison d'être de ces efforts et sur la manière de les réaliser, ce qui aurait un effet d'entraînement sur les efforts individuels et soutiendrait davantage les initiatives gouvernementales.

Interrogés sur leur propre contribution à la transition vers l'énergie propre et aux efforts d'amélioration de l'efficacité énergétique, presque tous les participants ont pu citer au moins quelques mesures qu'ils avaient prises ou qu'ils mettaient régulièrement en pratique.

Dans chaque groupe, quelques propriétaires avaient rénové leur maison pour la rendre plus écoénergétique. Ils ont principalement remplacé les fenêtres ou amélioré l'isolation, tandis que quelques-uns avaient également amélioré l'étanchéité de leur maison. Il y avait aussi quelques personnes dans tous les groupes qui avaient installé une thermopompe. Certains ont expliqué que les remises gouvernementales avaient motivé leur décision de faire ces rénovations. Il y en a cependant quelques autres qui, malgré leur intérêt pour des rénovations telles que l'installation d'une thermopompe, ne pensaient pas que les remises offertes suffiraient pour pouvoir se le permettre.

Mis à part les grands changements ou les rénovations, la plupart d'entre eux ont indiqué des « pratiques exemplaires » en matière d'utilisation de l'énergie qu'ils mettent en œuvre régulièrement pour économiser l'énergie et réduire leurs coûts, notamment :

- Contrôler la température à la maison, soit garder la maison un peu plus froide l'hiver (et porter un chandail) ou un peu plus chaude l'été.
- Éteindre les lumières lorsqu'il n'y a personne dans une pièce.
- Débrancher les dispositifs ou les petits appareils lorsqu'on ne les utilise pas.
- Acheter des appareils ménagers et des ampoules écoénergétiques.

- Faire la lessive moins souvent – faire de plus grandes brassées plutôt que de petites brassées plus fréquemment.
- Utiliser moins d'eau chaude (p. ex., prendre des douches plus courtes).
- Consommer moins de viande.
- Se rendre au travail à pied.
- Faire plusieurs courses lors d'un seul déplacement plutôt que d'en faire plusieurs, etc.

Si certains ont entrepris ces rénovations et adopté ces comportements parce que c'est « bon pour l'environnement », plusieurs cherchaient aussi à réduire leur facture d'énergie à court et à long terme. Les participants ne semblaient pas établir le lien entre ces mesures et le soutien direct à la transition vers une énergie propre.

Transition vers l'énergie propre et gouvernement

Nous avons invité les participants à discuter du rôle du gouvernement fédéral dans la transition vers l'énergie propre.

La plupart des participants s'entendent sur le fait que le gouvernement fédéral a un rôle à jouer dans cette transition. Bien qu'ils aient suggéré un large éventail de domaines, les thèmes les plus communs tendent à porter sur l'augmentation de la recherche et du développement et le soutien aux Canadiens dans la transition grâce à l'accès à des mesures incitatives et à une meilleure communication.

Les participants préconisent que le gouvernement doive définir une vision claire et un plan concret pour atteindre les cibles souhaitées, et qu'il les communique et éduque les Canadiens sur la manière dont ils peuvent participer à la transition, de même que sur la manière de mesurer l'ensemble des progrès.

« Right now, we're focusing on an endpoint and not really being too concerned with what is happening in the middle. » —Homme, 53 ans, Saskatchewan, communauté rurale/petite communauté [*« Pour l'instant, nous mettons l'accent sur la fin, sans nous préoccuper vraiment de ce qui se passe au milieu. »*]

Ils considèrent aussi que les programmes, les remises et les mesures incitatives ont un rôle important à jouer pour mieux soutenir et encourager les citoyens afin qu'ils puissent apporter des changements à leur logement et à leur mode de transport, surtout que beaucoup d'entre eux considèrent que ces changements ont un coût prohibitif.

Certains participants avancent que le gouvernement devrait également en faire davantage pour subventionner ou encourager les activités qui ont des retombées positives pour l'environnement et pénaliser celles qui n'en ont pas. Par exemple, certains ont suggéré des taxes plus élevées pour les industries et les grandes entreprises qui produisent de grandes quantités d'émissions de gaz à effet de serre et de récompenser celles qui font des efforts pour réduire leurs émissions. Ils soutiennent que les taxes pourraient alors servir à améliorer certains aspects tels que le transport en commun, ou à financer des remises et des mesures incitatives pour les consommateurs.

Les participants ont également mentionné d'autres rôles, notamment :

- Collaborer avec la communauté mondiale.
- Assurer la coordination avec les provinces pour que nous puissions tous avancer.
- Assurer un plus grand leadership et donner l'exemple. Il s'agit notamment de démontrer l'efficacité énergétique des bâtiments, des opérations et des employés fédéraux et de quelle manière ils orientent leurs efforts vers l'énergie propre.
- Soutenir le développement et la mise en place d'infrastructures qui reposent sur l'énergie renouvelable.
- Trouver des marchés et une utilité pour les combustibles fossiles du Canada s'ils ne servent plus pour alimenter les véhicules et produire de l'énergie au Canada.
- Améliorer l'accès aux transports en commun pour les personnes qui n'ont pas les moyens d'acheter une voiture ou qui ne veulent pas en posséder une.
- Éduquer et encourager les enfants à adopter un comportement plus durable et les inciter à envisager des carrières dans des domaines susceptibles d'avoir un impact sur le climat, tels que les sciences et l'ingénierie.

« They should maybe be encouraging kids to look at careers in fields involving clean energy.

Where I live, most kids want to work in the oil industry or farm. » – Femme, 51 ans, Manitoba, communauté rurale/petite communauté [« Le gouvernement devrait peut-être encourager les enfants à envisager des carrières dans des domaines liés à l'énergie propre.

Là où je vis, la plupart des enfants veulent travailler dans l'industrie pétrolière ou dans l'agriculture. »]

Les participants ont reçu la liste suivante d'exemples d'initiatives et de programmes récents mis en place par le gouvernement pour soutenir la transition vers l'énergie propre.

- La subvention canadienne pour des maisons plus vertes du gouvernement du Canada offre 5 000 \$ aux Canadiens pour rénover leurs maisons afin qu'elles soient plus écoénergétiques et pour rendre l'énergie plus abordable, par exemple l'installation de thermopompes.
 - Le programme pour la conversion abordable du mazout à la thermopompe offre aux Canadiens jusqu'à 10 000 \$ pour changer leur système de chauffage.
 - Le prêt canadien pour des maisons plus vertes offre aux Canadiens un prêt de 40 000 \$ sans intérêt pour rénover leurs maisons afin qu'elles soient plus écoénergétiques.
- Le gouvernement offre 5 000 \$ pour rendre les véhicules à émission zéro (p. ex., les véhicules électriques) plus abordables. En plus, il offre des fonds pour la construction de bornes de recharge publiques.
- Le gouvernement offre des fonds en recherche et développement pour appuyer les technologies qui diminueront les gaz à effet de serre, tel que le captage du carbone pour le secteur du gaz et du pétrole.
- Le gouvernement offre des fonds pour améliorer et moderniser le réseau électrique.
- Le gouvernement investit dans la construction d'usines de batteries et de fabrication de véhicules à émission zéro afin de créer une chaîne d'approvisionnement manufacturière au Canada en vue de produire des véhicules à émission zéro au pays.

Dans l'ensemble, les participants ont bien accueilli ces genres d'initiatives et de programmes, soit d'encourager les comportements qui mènent à des changements.

Malgré le soutien important pour des mesures de ce genre, les gens connaissaient peu les initiatives et les programmes présentés. Les mieux connus semblaient être la subvention canadienne pour des maisons plus vertes (surtout en ce qui a trait à l'installation de thermopompes) et les remises pour les véhicules à émission zéro. Les participants avaient également entendu parler de la construction d'usines de fabrication de batteries et de véhicules à émission zéro, surtout en Ontario. Certains participants ont dit que le gouvernement devrait en faire davantage pour communiquer ces mesures incitatives et expliquer les étapes nécessaires pour en tirer parti.

Les participants ont accordé un soutien important aux initiatives qui profitent à l'ensemble des Canadiens, tels que la recherche et le développement et la modernisation du réseau électrique. Ils considèrent cette dernière initiative comme une étape importante pour soutenir d'autres initiatives, comme la transition vers les véhicules électriques.

« What they should be looking at is definitely strengthening our power grid. Where I live, we are not allowed to put in a level 2 charger because it might overload our grid and tripping up everyone's power out. » — Femme, 23 ans, Colombie-Britannique, communauté rurale/petite communauté [« Ce qu'ils devraient envisager, c'est de renforcer notre réseau électrique. Là où j'habite, nous n'avons pas le droit d'installer une borne de niveau 2 parce qu'elle pourrait surcharger notre réseau et causer une panne d'électricité dans la communauté. »]

Pour la plupart des participants, ces programmes constituaient un bon investissement de la part du gouvernement. N'empêche qu'ils ont aussi soulevé plusieurs préoccupations.

Un grand nombre de ces préoccupations provenait de la pertinence perçue des initiatives d'un point de vue financier. À titre d'exemple, plusieurs participants trouvaient que ces initiatives favoriseraient les propriétaires à revenus élevés. Comme la plupart des programmes évoqués concernent l'amélioration des logements, les participants ont fait valoir qu'ils s'adressaient aux propriétaires existants et à ceux qui peuvent se permettre de payer des rénovations coûteuses ou d'investir dans des améliorations tout en sachant qu'ils ne commenceront pas à réaliser des économies à court terme. Ces programmes ne semblaient donc pas apporter de soutien aux locataires ou aux propriétaires à faible revenu.

Bien que beaucoup aient exprimé leur intérêt pour certaines de ces améliorations, ils n'en avaient tout simplement pas les moyens. Ils jugeaient les remises insuffisantes pour rendre les améliorations abordables, car il leur faudrait encore investir une somme importante. Même problème d'abordabilité pour les prêts sans intérêt, car ils ne pensaient pas être en mesure de les rembourser. Certains ne voulaient tout simplement pas s'endetter.

« There is not a lot of affordability here. This is sort of targeted to people who have the funds to do the initial outlay or take loans. » — Femme, 55 ans, Alberta, communauté suburbaine/rurale [« Il n'y a pas beaucoup d'accessibilité financière ici. Ces programmes s'adressent en quelque sorte aux personnes qui ont les moyens de faire la dépense initiale ou de contracter des emprunts. »]

L'animateur a exploré un autre genre de prêt à la rénovation. Il a expliqué aux participants qu'ils pourraient utiliser les économies d'énergie réalisées grâce à ces rénovations pour rembourser le prêt consenti. Ce genre de programme a suscité des réactions mitigées. Certains participants, surtout les jeunes propriétaires, pensaient que cette mesure leur permettrait d'entreprendre des travaux de rénovation plus facilement. D'autre part, ceux qui étaient peu convaincus du montant des économies qu'ils pourraient réaliser sur leurs factures d'énergie ont démontré moins d'intérêt pour ce genre de programme. Même réaction pour les gens qui préféraient éviter l'endettement

en général. Pour leur part, les propriétaires plus âgés étaient moins portés vers un programme qui implique une longue période de remboursement, car ils ne vivraient probablement pas assez longtemps ou ne posséderaient pas leur maison assez longtemps pour en tirer les avantages. Ainsi, la perspective d'investissements initiaux importants, qu'ils ne peuvent pas se permettre, et d'économies qui ne se matérialiseront que dans un avenir lointain explique le faible attrait de la plupart des initiatives pour les propriétaires plus âgés. Même s'ils reconnaissaient que les rénovations pourraient augmenter la valeur de leur maison, les arguments ne semblaient pas suffisamment convaincants.

« At our age, it's not practical for us. » – Femme, 69 ans, Saskatchewan, communauté rurale/petite communauté [*« À notre âge, ce n'est pas pratique pour nous. »*]

Les participants ont également largement reconnu que les remises accordées pour les véhicules électriques ne soutiennent pas les personnes qui ne possèdent pas d'automobile et qui ne veulent pas ou ne peuvent pas se permettre d'en posséder une. Pour ces raisons, les participants ont suggéré des programmes gouvernementaux qui récompensent les personnes qui n'utilisent pas du tout d'automobile. Tous les groupes de discussion tenus dans des régions urbaines ont suggéré l'amélioration en plus de programmes de soutien aux coûts des transports en commun.

Quelques participants ont exprimé leur scepticisme quant à l'utilisation de rabais et de mesures incitatives pour promouvoir l'adoption de diverses technologies qui appuient la transition. Ils soutenaient que les forces du marché devraient dicter la pertinence et l'adoption de ces technologies plutôt qu'une politique gouvernementale.

En plus des préoccupations financières, certains se sont dits préoccupés par le favoritisme régional des initiatives présentées.

Dans un premier temps, les personnes qui vivent dans des provinces à faible densité de population, comme les provinces de l'Atlantique, le Manitoba et la Saskatchewan, ou celles qui vivent en milieu rural ou dans de petites communautés, ne pensaient pas pouvoir bénéficier du rabais sur les véhicules électriques. Ces participants ont souvent mentionné que l'autonomie de ces véhicules n'est pas suffisante pour les distances qu'ils doivent parcourir pour se rendre au travail ou ailleurs et qu'il n'y a pas suffisamment d'infrastructures en place pour les accommoder.

I mean, if I lived in Toronto, an electric vehicle might be awesome [...] I have a GMC. I'm kind of in the market for a new truck. If I could get the same truck and never have to go to the gas station again, cool. Except I don't know that if I'm going from Winnipeg to Thompson, that's a 500-mile trip. Do we have the infrastructure in place where I can pull over part way, you know, zap my

tank up to full charge and keep going or could I be in trouble? I think Manitoba is a little different with the population we have. We're spread out. So maybe some of these incentives don't really work for us. —Homme, 42 ans, Manitoba, communauté rurale/petite communauté [Comment dire... un véhicule électrique pourrait être génial si je vivais à Toronto [...]] J'ai un GMC. Je suis à la recherche d'un nouveau camion. Si je pouvais avoir le même camion et ne plus jamais avoir à me rendre à la station-service, ce serait formidable. Sauf que si je vais de Winnipeg à Thompson, cela représente un trajet de 500 milles. Avons-nous l'infrastructure nécessaire pour que je puisse m'arrêter à mi-chemin, recharger mon camion et continuer à rouler, ou pourrais-je avoir des ennuis? Je pense que le Manitoba est un peu différent en raison de sa population. Nous sommes dispersés. Alors peut-être que certaines de ces mesures incitatives ne fonctionnent pas vraiment pour nous.]

Des participants vivant dans des provinces où les températures sont plus froides, notamment l'Alberta, ont aussi soulevé des préoccupations similaires concernant les véhicules électriques. De même, ils ont remis en question la viabilité des technologies plus propres comme les thermopompes dans certaines régions du pays où le climat est plus froid.

Certains se sont également dits préoccupés par la construction d'usines de batteries uniquement en Ontario. Par exemple, certains participants de l'Alberta ont expliqué qu'une telle situation n'offrait pas de possibilités d'emploi pour les gens qui travaillent dans les industries dont le gouvernement tente de se détourner, comme l'industrie pétrolière et gazière.

Enfin, les participants ont généralement admis que le public n'est pas suffisamment sensibilisé à ce genre de programmes et d'initiatives.

Les participants ont suggéré au gouvernement fédéral d'utiliser davantage les moyens suivants : les réseaux sociaux, les communiqués de presse, la publicité dans les transports en commun, les médias de masse, la publicité par le biais des détaillants en produits et services de rénovation, la diffusion d'informations par le biais de l'Agence du revenu du Canada, les partenariats avec les municipalités et par le biais des fournisseurs d'énergie locaux et régionaux.

« The government should start promoting more of all these things, and like send messages [through] campaigns and social media ads about all these things. Because right now, we consume a lot of information on social media and that's the perfect way to approach people. » – Homme, 23 ans, Nouvelle-Écosse, communauté urbaine [« Le gouvernement devrait commencer à promouvoir davantage toutes ces choses, et envoyer des messages [par le biais de] campagnes et d'annonces sur les réseaux sociaux à propos de toutes ces choses. Parce qu'à l'heure actuelle,

nous consommons beaucoup d'informations sur les réseaux sociaux et c'est le moyen idéal de joindre les gens. »]

Quelques groupes ont discuté des avantages et des inconvénients d'un endettement accru du gouvernement canadien pour financer la transition énergétique afin d'éviter des coûts plus élevés liés aux effets des changements climatiques, par exemple en raison du plus grand nombre de catastrophes naturelles à gérer et à financer. Bien que ce thème ait donné à de nombreux participants l'occasion de réfléchir et de se poser des questions, ils ne partageaient pas tous le même avis. D'une part, certains jugeaient irresponsable que le gouvernement s'endette davantage pour quelque raison que ce soit, surtout si à court terme, ce geste rendrait la vie de nombreux Canadiens encore moins abordable. Par ailleurs, d'autres participants estimaient qu'il n'y avait pas vraiment d'autre choix que d'aller de l'avant et d'investir dans la transition énergétique aussi rapidement que possible, même si cela signifiait qu'il fallait s'endetter davantage.

Des recherches montrent que le gouvernement dépenserait plus pour les répercussions des changements climatiques que pour la transition énergétique s'il n'en fait pas plus pour les freiner. Cet argument en a convaincu certains qu'il était logique d'avoir une vision à long terme et de s'endetter à court terme. Il y avait aussi ceux qui ont affirmé que le Canada et les Canadiens ne pouvaient tout simplement pas se permettre ces dépenses en ce moment. Certains ont également avancé qu'il était difficile d'établir un lien précis entre les événements météorologiques et les changements climatiques, et se demandait s'il y avait des preuves à cet effet.

Abordabilité de l'énergie

Cette discussion a porté sur l'utilisation de l'énergie dans les ménages des participants et sur leur perception de l'abordabilité de l'énergie en général.

Dans l'ensemble du pays, de nombreux participants trouvent que les coûts de l'énergie dans leur province sont élevés et continuent d'augmenter, ce qui les rend moins abordables pour certains. Les préoccupations relatives aux coûts élevés de l'énergie se manifestaient tout particulièrement chez les participants à faible revenu. Toutefois, de manière générale, les comparaisons qu'ils ont mises de l'avant se basaient surtout sur des factures antérieures, qu'ils ont pour la plupart vues grimper, en particulier au cours des dernières années. Quelques participants ont comparé les prix dans leur province à ceux d'autres provinces où ils avaient vécu auparavant, ou dans lesquelles ils avaient des parents ou des amis. Cependant, dans l'ensemble, les participants ne savaient pas vraiment de quelle manière l'abordabilité ou les coûts de l'énergie se comparent d'une province à l'autre, ni s'ils sont plus ou moins onéreux dans certaines provinces que dans d'autres.

Le coût de l'énergie est une préoccupation constante pour de nombreux participants, en particulier pour les ménages à faible revenu. Ils voient l'augmentation des coûts dans le contexte où l'inflation rend « tout » plus cher, comme les produits alimentaires, les loyers et les hypothèques. Pour plusieurs d'entre eux, il s'agit d'un autre poste budgétaire auquel il faut prêter attention et qui a des répercussions sur les finances du ménage.

Nous avons demandé aux participants d'expliquer les options dont ils disposent, le cas échéant, pour réduire leurs coûts liés à l'énergie. Plusieurs thèmes ont fait surface.

Comme indiqué précédemment, de nombreuses personnes connaissent et ont adopté des pratiques d'économie d'énergie dans le but précis de réduire leur facture. Ces changements vont des actions les plus courantes, plus petites et moins coûteuses, aux actions les moins courantes, plus importantes et plus coûteuses.

Il y a souvent eu « quelque chose » qui a motivé les changements. Par exemple, les participants ont mentionné les entreprises de services publics qui offraient des thermostats gratuits ou des remises sur les audits énergétiques comme étant la raison qui les a amenés à effectuer des changements. Certains ont entendu parler de ces programmes directement, par exemple sur leur facture d'énergie, dans les médias ou dans la publicité, tandis que d'autres ont reçu l'information des amis ou de membres de leur famille. D'autres participants ont indiqué avoir fait des recherches en ligne (souvent sur le site Web de leur fournisseur d'énergie, ou pour faire une recherche générale) pour en savoir plus. Ils ne remplaçaient généralement les appareils électroménagers ou les fournaies que lors d'un bris ou à la fin du cycle de vie des appareils.

Les participants considéraient que c'étaient surtout les propriétaires qui apportaient des modifications substantielles aux logements, alors que les locataires n'avaient généralement pas l'impression de pouvoir le faire. La plupart des locataires se préoccupaient peu de leur incapacité à apporter des modifications à leur logement, car leur facture d'énergie faisait partie du coût du loyer, et non une facture distincte susceptible de fluctuer d'un mois à l'autre. Ceci explique pourquoi de nombreux locataires sont assez indifférents à l'efficacité énergétique de leur logement – ils ont l'impression qu'il n'y a pas d'avantage particulier à en améliorer l'efficacité. Certains ont même mis en garde contre les mesures incitatives qui pourraient encourager leur propriétaire à effectuer des rénovations, car cela pourrait entraîner une augmentation de leur loyer.

Les participants ont également mentionné que les Canadiens pourraient adopter des modes de transport plus actifs (comme la marche ou le vélo) plutôt que de dépendre de la voiture, acheter des voitures plus petites, des véhicules électriques ou utiliser davantage les transports en commun. Cependant, des participants ont souvent injecté une dose de réalisme dans les discussions sur ce genre de changements. Pour de nombreuses personnes, ces options s'avèrent

impossibles, compte tenu, par exemple, du coût des voitures, en particulier des nouvelles voitures, du climat canadien dans de nombreuses régions, et du manque de transports en commun fiables ou pratiques dans de nombreux endroits, mais surtout dans les zones rurales et éloignées.

Les participants comprennent peu ce qui pourrait expliquer l'augmentation de leur facture d'énergie. De nombreux participants ont dit que puisque « tout coûte plus cher », l'augmentation de leur facture d'énergie ne les surprenait donc pas. Certains pensent aussi que leur facture énergétique a grimpé parce que leur consommation a grimpé au fil des ans, par exemple, parce que leurs enfants sont plus âgés et consomment plus, ou parce qu'ils ont plus d'appareils électroniques que par le passé.

Dans certaines régions, comme au Nouveau-Brunswick, certains ont attribué les factures élevées à la mauvaise gestion des services publics, tandis que dans d'autres régions, les participants jugent qu'il s'agit de frais fixes intégrés dans leurs factures et liés à l'administration et/ou au transport. Certains pensent donc qu'il y aurait peu d'économies même si les consommateurs modifiaient leur comportement ou rendaient leur maison plus écoénergétique, puisque ces frais fixes, sur lesquels ils n'exercent aucune influence, comptent pour une grande partie de leur facture. Peu soutiennent que des politiques gouvernementales, peu importe le palier, entraînent des répercussions sur l'abordabilité de l'énergie. Seules quelques personnes rendaient la « taxe carbone » responsable de leurs factures d'énergie élevées ou plus élevées. Au Manitoba, on soupçonne que la vente d'énergie à d'autres juridictions peut faire grimper les prix au niveau local.

À quelques exceptions près, les participants n'ont pas eu le réflexe d'associer la manière de produire leur énergie à l'abordabilité de l'énergie dans leur province. Dans des régions comme la Colombie-Britannique, le Québec et le Manitoba, certains participants savaient que la majeure partie de leur énergie provenait de sources renouvelables telles que l'hydroélectricité, ce qui leur permettait de supposer qu'ils ne verraient pas de changements importants quant aux modes de production d'énergie à l'avenir. Ils s'attendent tout de même à ce que leurs coûts énergétiques augmentent à l'avenir.

Lorsque nous avons présenté un scénario aux participants dans lequel la production d'une plus grande partie de l'énergie de leur province provenait de sources renouvelables, peu d'entre eux ont semblé croire que cela se traduirait par une réduction des factures d'énergie. En fait, bon nombre d'entre eux pensent que les nouvelles méthodes de production d'énergie, telles que l'énergie solaire, éolienne, etc. coûtent plus cher que les sources d'énergie actuelles, car, selon eux, il s'agit de nouvelles technologies qu'un grand nombre de gens n'ont pas encore adoptées. Souvent, les participants s'attendaient à ce que les coûts de l'énergie soient plus élevés à court terme en raison des coûts liés à la mise en œuvre de ces nouvelles technologies, mais certains estiment que les coûts se stabiliseraient avec le temps.

« I feel like realistically it's going to be less affordable to start, but chances are it will probably swing back and forth here and there over the next couple of decades as things have stabilized and as more new technology becomes available » — Femme, 41 ans, Manitoba, communauté urbaine [« J'ai l'impression qu'il est réaliste de penser que les prix seront moins abordables au début, mais il y a de fortes chances qu'ils varient au cours des deux prochaines décennies, à mesure que les choses se stabiliseront et que de nouvelles technologies seront disponibles. »]

Souvent, ceux qui pensaient que la transition vers les énergies propres augmenterait les coûts disaient que les consommateurs auraient à absorber les coûts d'investissement pour les nouvelles infrastructures énergétiques. Ils ne pensaient pas que les fournisseurs d'énergie ou les gouvernements supporteraient la majeure partie de ces coûts – même s'ils ont souvent dit que ce n'était pas la bonne chose à faire ou que c'était injuste.

Si certains ont évoqué le coût des changements systémiques liés à la transition énergétique, d'autres ont indiqué qu'ils s'attendaient à ce qu'il y ait des coûts directs potentiels pour les consommateurs. Par exemple, certains pensaient qu'ils pourraient être obligés de payer pour des panneaux solaires sur leur maison ou d'avoir à acheter des appareils ménagers à l'électricité pour remplacer ceux au gaz. Tout compte fait, les propriétaires pourraient trouver les coûts d'achat et d'installation de certaines technologies, comme les panneaux solaires, plus acceptables s'il existait un moyen de rendre le coût initial plus abordable et s'ils pouvaient non seulement produire toute leur électricité (soit de ne plus être raccordés au réseau), mais aussi revendre leur surplus au réseau. Cette question a suscité un certain désaccord chez quelques participants qui, après avoir exploré le potentiel de ce genre de transition, ont finalement trouvé les coûts initiaux beaucoup trop élevés et l'approche de l'organisme de réglementation provincial en matière de production et d'approvisionnement en énergie des ménages beaucoup trop inflexible. Quelques régions, notamment en Alberta et en Nouvelle-Écosse, ont soulevé cette question. À titre d'exemple, un participant de Nouvelle-Écosse a fait remarquer que le gouvernement punissait les gens qui essayaient d'utiliser de l'énergie propre. Ce participant a précisé que la Nova Scotia Power avait prévu de facturer des frais aux Néo-Écossais qui installaient des panneaux solaires sur leur maison pour compenser la perte de revenus de la compagnie d'électricité.

Si certains pensent qu'avec le temps, le coût de l'énergie diminuera progressivement compte tenu de la source d'énergie renouvelable et de « l'amortissement » des coûts initiaux élevés, d'autres avaient une vision plus sceptique, soulignant la faible possibilité que les entreprises énergétiques, qui cherchent à faire le plus grand profit possible, laissent le coût des factures baisser. Généralement partagées, ces opinions proviennent du fait qu'il existe peu de preuves qu'une entreprise se préoccupera d'abord des intérêts des consommateurs plutôt que de ses propres résultats, du cours de ses actions ou des intérêts de ses actionnaires ou que, historiquement, le prix de quoi que ce soit baisse de manière substantielle. Certains ont aussi le sentiment que les

frais fixes mentionnés précédemment demeureront, ce qui les porte à croire qu'il y a une limite à la baisse de leurs factures d'énergie. Pour d'autres, les prix et l'abordabilité dépendent de l'existence de mesures incitatives ou de subventions gouvernementales.

En fin de compte, les avis étaient partagés et l'incertitude régnait quant à la question de savoir si une transition vers l'énergie propre se traduirait par des factures d'énergie moins élevées pour les Canadiens.

Fiabilité énergétique

Quelques groupes, en particulier ceux ayant des participants des régions rurales, ont abordé la fiabilité énergétique. Quelques participants ont évoqué des pannes de courant en raison d'événements météorologiques et ont expliqué la manière dont ils y ont fait face. Certains possédaient des génératrices de secours tandis que d'autres s'attendaient à ce que cela se produise de temps à autre. Dans l'ensemble, les participants qualifient le réseau électrique de leur région, leur province ou au Canada d'assez fiable. Il convient de noter que les récentes « alertes » d'urgence en Alberta, au cours desquelles l'Alberta Electric System Operator a demandé aux résidents de limiter leur consommation d'électricité à l'essentiel, n'ont laissé une impression que sur les participants aux groupes de discussion dans cette province. Pour la plupart, les résidents ont semblé penser qu'il s'agissait d'une situation exceptionnelle plutôt que courante ou du début d'une tendance. Ainsi, ces participants considéraient toujours le réseau électrique de leur province comme fiable. Ils ont toutefois remarqué que, bien qu'on leur ait demandé de réduire leur consommation d'énergie, l'éclairage persistait dans les grands immeubles de bureaux sans raison apparente. Ce constat a poussé certains participants à faire valoir qu'on impose les efforts d'efficacité énergétique aux consommateurs alors qu'en fait, ce sont les entreprises et les gouvernements qui devraient prendre les devants.

Simplification de la transition - résumé des points de vue

Lorsque nous avons demandé aux participants s'ils pensaient que certains aspects de la transition vers l'énergie propre au Canada étaient trop simplifiés, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Certains jugent que la transition dans son ensemble n'est pas chose facile. Ils attribuent principalement cette impression à de nombreuses inconnues ou à des questions qu'ils se posent, comme sur la manière de mettre en œuvre la transition, sur les personnes qui dirigeraient les efforts, sur le temps nécessaire et sur le coût pour la société et les individus.

Ils ont aussi mentionné l'influence des marchés et la volonté des entreprises et des gouvernements de joindre le geste à la parole comme obstacles à la transition énergétique.

Certains ont soulevé la difficulté d'harmoniser les efforts des provinces et des territoires, d'autant plus que certaines provinces dépendent plus des combustibles fossiles que d'autres, non seulement en matière de production d'énergie, mais aussi pour leurs économies locales.

Certains autres ont indiqué que la transition vers les véhicules électriques n'était pas chose facile non plus, compte tenu des nombreuses préoccupations liées au coût de ces véhicules, au manque d'infrastructures de recharge et aux limites de la technologie dans le contexte canadien.

Enfin, il y a l'accessibilité des mesures incitatives pour les Canadiens. Nombreux sont ceux qui constatent que la promotion des sites Web et des programmes gouvernementaux laisse à désirer, que ceux-ci sont généralement difficiles à naviguer et qu'il est difficile d'établir son admissibilité aux mesures incitatives. Ces éléments en portent plusieurs à penser qu'il ne suffira pas de mettre des mesures incitatives à la disposition des Canadiens pour les aider à faire la transition.

Quelques participants se sont également interrogés sur les répercussions positives réelles que la transition énergétique au Canada aurait sur les changements climatiques dans son ensemble, si l'on considère qu'il s'agit d'un problème mondial.

Méthodologie détaillée

La méthodologie de recherche consistait en 16 groupes de discussion et une entrevue en profondeur avec des Canadiens. L'étude a été menée du 29 janvier au 10 février 2024. Au total, 104 personnes y ont participé.

Quorus était responsable de coordonner tous les aspects du projet de recherche, y compris la conception et la traduction du questionnaire de recrutement et du guide de l'animateur, le recrutement des participants, la plateforme de discussion en ligne, les arrangements dans les installations et la logistique connexe, en plus d'animer les séances et de livrer les rapports requis au terme de la collecte de données.

Auditoire cible et base de sondage

- L'auditoire cible était composé d'adultes de 18 ans et plus qui habitent au Canada.
- Les groupes étaient segmentés selon la taille de la collectivité afin d'obtenir des opinions diverses des résidents des régions urbaines, des banlieues, des régions rurales et des petites municipalités.
- Des questions bien précises ont été insérées dans le questionnaire de recrutement pour déterminer si les participants remplit les conditions d'admissibilité au programme de recherche et pour obtenir, le cas échéant, une bonne représentation d'âges, de genres et de niveaux de scolarité. Des efforts ont été faits pour recruter des personnes issues de minorités visibles dans tous les groupes. Nous nous sommes également assuré que plus de la moitié des participants étaient considérés comme étant à faible revenu (un revenu personnel inférieur à 40 000 \$ ou un revenu du ménage inférieur à 60 000 \$) pour mieux comprendre les enjeux en matière d'abordabilité de l'énergie.
- En plus des critères généraux susmentionnés, d'autres mesures ont été utilisées pour recruter des participants de qualité :
- Nous avons exclu tout participant qui occupait ou avait déjà occupé un poste au sein du gouvernement (fédéral, provincial ou municipal), d'une agence de publicité ou d'une entreprise de conception graphique, d'une firme d'études de marché, d'un cabinet de relations publiques ou des médias (radio, télévision, journaux, production vidéo ou cinématographique, etc.). Cette exclusion s'appliquait également aux membres de la famille ou du ménage d'un participant.
- Nous avons exclu tous les participants qui se connaissaient, à moins qu'ils fussent à des séances différentes, tenues à des moments différents.

- Nous avons exclu tout participant qui aurait pris part à une séance de recherche qualitative au cours des six mois précédents.
- Nous avons également exclu tout participant qui avait pris part à cinq séances ou plus de recherche qualitative au cours des cinq années précédentes.
- Nous avons exclu tout participant qui avait pris part à une séance de recherche qualitative sur le même sujet, tel que défini par le chercheur ou l'animateur au cours des deux années précédentes.

Description des procédures de collecte de données

La collecte de données a été effectuée durant 16 groupes de discussion en ligne et une entrevue en profondeur*. Chaque séance durait environ 90 minutes et l'entrevue, environ 70 minutes.

Pour chaque groupe, Quorus a recruté huit participants pour s'assurer de la présence de six à huit d'entre eux. Tous les participants ont reçu un montant de 125 \$.

Les participants aux groupes de discussion ont été recrutés au téléphone par composition aléatoire auprès du grand public et par le biais d'une base de données exclusive de volontaires.

Le recrutement des participants s'est déroulé conformément aux règles de sélection, de recrutement et de protection de la vie privée établies dans les Normes pour la recherche sur l'opinion publique effectuée par le gouvernement du Canada – Recherche qualitative. Les exigences suivantes ont également été respectées :

Toutes les activités de recrutement se sont déroulées dans la langue officielle de préférence du participant, en français ou en anglais selon le cas.

Nous avons informé les participants qui l'ont demandé sur la manière dont ils pouvaient accéder aux résultats de la recherche.

La procédure de recrutement a permis de confirmer la capacité de chaque participant à communiquer, comprendre, lire et écrire dans la langue utilisée pour leur séance.

Nous avons informé les participants de leurs droits en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels et de la Loi sur l'accès à l'information et nous leur avons donné l'assurance que ces droits seraient protégés tout au long du processus de recherche. Plus précisément, nous avons informé les participants du but de la recherche, de l'identité du ministère ou de l'agence qui l'avait commandée et du fournisseur des services de recherche, que les résultats de l'étude seraient rendus publics dans les six mois suivant la fin des travaux de recherche

à Bibliothèque et Archives Canada. Enfin, nous avons informé les participants que leur participation à l'étude était volontaire et que l'administration des renseignements fournis respecterait les exigences de la Loi sur la protection des renseignements personnels.

À l'étape du recrutement et au début de chaque séance de discussion, nous avons informé les participants que cette recherche se faisait pour le compte du gouvernement du Canada et plus précisément pour Ressources naturelles Canada. Ceux-ci ont également été informés que les séances seraient enregistrées et que des observateurs du ministère seraient présents. Quorus s'est assuré d'obtenir le consentement préalable des participants à l'étape du recrutement ainsi qu'au début de chaque séance de discussion.

Les discussions en ligne ont eu lieu sur la plateforme Zoom pour permettre au client d'observer les séances. Au total, 104 personnes ont participé. Toutes les séances étaient animées par des chercheurs d'expérience de Quorus.

Les détails relatifs aux séances de discussion en ligne (emplacements, nombre de participants, langue de la séance et dates) sont présentés ci-dessous.

Date (2024)	Région	Emplacement	Langue	Participants
29 janvier	Manitoba – Urbain	En ligne	Anglais	6
29 janvier	Manitoba – Rural/petite communauté	En ligne	Anglais	6
30 janvier	Nouveau-Brunswick – Urbain	En ligne	Français	7
30 janvier	Québec – Urbain	En ligne	Français	6
30 janvier	Saskatchewan – Urbain	En ligne	Anglais	7
31 janvier	Nouveau-Brunswick – Rural/petite communauté	En ligne	Anglais	6
31 janvier	Québec – Rural/petite communauté	En ligne	Français	5
31 janvier	Saskatchewan – Rural/petite communauté	En ligne	Anglais	4
1 ^{er} février	Colombie-Britannique – Urbain	En ligne	Anglais	7
1 ^{er} février	Colombie-Britannique – Rural/petite communauté	En ligne	Anglais	7
3 février	Nouvelle-Écosse (Halifax) – Urbain	En installations*	Anglais	1
3 février	Nouvelle-Écosse (Halifax) – Banlieue/rural	En installations*	Anglais	0
7 février	Ontario (Toronto) – Urbain	En installations	Anglais	6

7 février	Ontario (Toronto) – Banlieue/rural	En installations	Anglais	6
8 février	Alberta (Calgary) – Urbain	En installations	Anglais	8
8 février	Alberta (Calgary) – Banlieue/rural	En installations	Anglais	7
10 février	Nouvelle-Écosse (Halifax) – Urbain	En ligne	Anglais	8
10 février	Nouvelle-Écosse (Halifax) – Banlieue/rural	En ligne	Anglais	7

**En raison des conditions météorologiques, seulement un participant était présent à la séance de discussion de groupe prévue le 1^{er} février à Halifax. Une entrevue personnelle a été organisée avec celui-ci et les séances ont été remplacées par des séances en ligne le 10 février.

Mise en garde concernant la recherche qualitative

La recherche qualitative vise à recueillir des points de vue et à trouver une orientation plutôt que des mesures quantitatives qu'on peut extrapoler. Le but n'est pas de générer des statistiques, mais d'obtenir l'éventail complet des opinions sur un sujet, comprendre le langage utilisé par les participants, évaluer les niveaux de passion et d'engagement, et exploiter le pouvoir du groupe pour stimuler les réflexions. Nous encourageons les participants à exprimer leurs opinions, peu importe si les autres partagent ces opinions ou non.

En raison de la taille de l'échantillon, des méthodes de recrutement utilisées et des objectifs de l'étude, il est clair que la tâche en question est de nature exploratoire. Les résultats ne peuvent être extrapolés à une plus vaste population, pas plus qu'ils ne visent à l'être.

Plus particulièrement, il n'est pas approprié de suggérer ni de conclure que quelques (ou de nombreux) utilisateurs du monde réel agirait d'une façon uniquement parce que quelques (ou de nombreux) participants ont agi de cette façon au cours des séances. Ce genre de projection relève strictement de la recherche quantitative.

Annexes

Annexe A : Questionnaire de recrutement

Spécifications

- Recruter huit participants par groupe pour s'assurer de la présence de six à huit d'entre eux.
- Chaque participant recevra 125 \$.
- Des efforts seront faits pour recruter un mélange de participants d'âges, de genres, de milieux (urbains/ruraux/suburbains), de niveaux de scolarité et de revenus.
- Seize groupes de discussion (en ligne et en installations) seront organisés avec des adultes dans les villes suivantes :
 - Toronto, Ontario (en installations)
 - Nouveau-Brunswick (en ligne) – un groupe en anglais et un autre en français
 - Québec (en ligne) – en français
 - Saskatchewan (en ligne)
 - Colombie-Britannique (en ligne)
 - Halifax, Nouvelle-Écosse (en installations)
 - Manitoba (en ligne)
 - Calgary, Alberta (en installations)

Toutes les heures sont indiquées en heure locale, à moins d'indication contraire.

<p>Groupe 1 Manitoba 29 janvier 17 h HNC Urbain</p>	<p>Groupe 2 Manitoba 29 janvier 19 h HNC Rural / petite communauté</p>	<p>Groupe 3 Nouveau-Brunswick 30 janvier 17 h HNA Urbain</p>	<p>Groupe 4 Québec 30 janvier 18 h HNE Urbain</p>
<p>Groupe 5 Saskatchewan 30 janvier 19 h HNC Urbain</p>	<p>Groupe 6 Nouveau-Brunswick 31 janvier 17 h HNA Rural / petite communauté</p>	<p>Groupe 7 Québec 31 janvier 18 h HNE Rural / petite communauté</p>	<p>Groupe 8 Saskatchewan 31 janvier 19 h HNC Rural / petite communauté</p>
<p>Groupe 9 Colombie-Britannique 1^{er} février 17 h HNP Urbain</p>	<p>Groupe 10 Colombie-Britannique 1^{er} février 19 h HNP Rural / petite communauté</p>	<p>Groupe 11 Nouvelle-Écosse (Halifax) 3 février 13 h HNA Urbain</p>	<p>Groupe 12 Nouvelle-Écosse (Halifax) 3 février 15 h HNA Suburbain et rural</p>
<p>Groupe 13 Ontario (Toronto) 7 février 17 h HNE Urbain</p>	<p>Groupe 14 Ontario (Toronto) 7 février 19 h HNE Suburbain et rural</p>	<p>Groupe 15 Alberta (Calgary) 8 février 17 h HNR Urbain</p>	<p>Groupe 16 Alberta (Calgary) 8 février 19 h HNR Suburbain et rural</p>

Questionnaire

A. Introduction

Hello/Bonjour. Je m'appelle [**NOM**] et je travaille pour le groupe-conseil Quorus, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique. Nous organisons une série de discussions en ligne au nom du gouvernement du Canada avec des gens de votre région. Préférez-vous continuer en français ou en anglais?/Would you prefer to continue in English or French?

[NOTE POUR L'INTERVIEWEUR : POUR LES GROUPES EN ANGLAIS, SI LE RÉPONDANT PRÉFÈRE CONTINUER EN FRANÇAIS, DITES-LUI : Malheureusement, nous recherchons des gens qui parlent anglais pour participer à ces groupes de discussion. Nous vous remercions de votre intérêt. POUR LES GROUPES EN FRANÇAIS, SI LE RÉPONDANT PRÉFÈRE CONTINUER EN ANGLAIS, DITES-LUI : Unfortunately, we are looking for people who speak French to participate in this discussion group. We thank you for your interest.]

[NOTE 2 POUR L'INTERVIEWEUR : SI LE RÉPONDANT DEMANDE DE PARTICIPER EN ANGLAIS/FRANÇAIS, MAIS QU'AUCUNE DISCUSSION N'EST PRÉVUE DANS CETTE LANGUE DANS LA RÉGION, S'ADRESSER AU SUPERVISEUR. DES EFFORTS SERONT FAITS POUR LES INCLURE DANS UN GROUPE DE LA LANGUE DE LEUR CHOIX DANS LE FUSEAU HORAIRE LE PLUS PRÈS DE SON DOMICILE. DES ENTREVUES INDIVIDUELLES POURRONT ÉGALEMENT ÊTRE ORGANISÉES AU BESOIN.]

Comme je le mentionnais, nous organisons des discussions de groupe au nom du gouvernement du Canada avec des gens de votre région. Chaque séance durera environ 90 minutes (une heure et demie) et les participants recevront un montant en argent en guise de remerciement.

Vous êtes libre de participer. Nous voulons seulement connaître vos opinions. Personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de vous faire changer d'avis. La discussion de groupe sera dirigée par un professionnel de la recherche. De cinq à sept autres participants invités comme vous seront présents. Toutes les opinions resteront anonymes et serviront uniquement aux fins de la recherche, conformément aux lois sur la protection de la vie privée.

[NOTE POUR L'INTERVIEWEUR : SI LE RÉPONDANT POSE DES QUESTIONS AU SUJET DES LOIS SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS, RÉPONDRE : Les renseignements recueillis durant l'étude sont assujettis aux dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, les lois du gouvernement du Canada et aux lois provinciales qui s'appliquent.]

1. Avant de vous inviter, j'aimerais vous poser quelques questions pour m'assurer d'obtenir une bonne variété de participants dans chaque groupe. Cela ne prendra que 5 minutes. Puis-je continuer?

Oui	1	CONTINUER
Non	2	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

B. Admissibilité

2. Dans quelle province ou quel territoire habitez-vous?

Ontario	1
Québec	2
Saskatchewan	3
Manitoba	4
Alberta	5
Colombie-Britannique	6
Nouveau-Brunswick	7
Nouvelle-Écosse	8
Île-du-Prince-Édouard	9 [REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN]
Terre-Neuve-et-Labrador	10 [REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN]
Yukon	11 [REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN]
Nunavut	12 [REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN]
Territoires du Nord-Ouest	13 [REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN]
Préfère ne pas répondre	99 [REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN]

3. [SI Q2 = 1, HABITE EN ONTARIO] Habitez-vous...?

à Toronto	1
en banlieue de Toronto	2
au-delà des banlieues de Toronto, mais tout de même à environ une heure ou moins du centre-ville en voiture	3
Aucune de ces réponses	4 [REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN]

4. **[SI Q2 = 8, HABITE EN NOUVELE-ÉCOSSE]** Habitez-vous...?

- | | | |
|--|---|---|
| à Halifax | 1 | |
| en banlieue d'Halifax | 2 | |
| au-delà des banlieues d'Halifax, mais tout de même à environ une heure ou moins du centre-ville en voiture | 3 | |
| Aucune de ces réponses | 4 | [REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN] |

5. **[SI Q2 = 5, HABITE EN ALBERTA]** Habitez-vous...?

- | | | |
|---|---|---|
| à Calgary | 1 | |
| en banlieue de Calgary | 2 | |
| au-delà des banlieues de Calgary, mais tout de même à environ une heure ou moins du centre-ville en voiture | 3 | |
| Aucune de ces réponses | 4 | [REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN] |

6. **[SI Q2= 2,3,4,6 ou 7]** Habitez-vous présentement...? **[LIRE LES CHOIX DE RÉPONSES]**

- | | |
|--|---|
| dans une ville ou une région métropolitaine d'au moins 100 000 habitants | 1 |
| dans une ville de 30 000 à 100 000 habitants | 2 |
| dans une ville ou une municipalité de 10 000 à 30 000 habitants | 3 |
| dans un village ou une région rurale de moins de 10 000 habitants | 4 |

IDENTIFIER COMME « URBAIN » SI Q6=1 OU 2 / IDENTIFIER COMME « RURAL » SI Q6>2

À MOINS D'INDICATION CONTRAIRE À LA PAGE 1, RECRUTER UN MÉLANGE DE RÉSIDENTS D'UNE VILLE OU MUNICIPALITÉ COMPTANT AU MOINS 30 000 HABITANTS ET DE RÉSIDENTS DE PETITS VILLAGES ET RÉGIONS RURALES

7. **[SI Q2 = 2,3,4,6 ou 7]** Dans quelle ville habitez-vous?

NOTER : _____

RECRUTER UN MÉLANGE DE PARTICIPANTS DE CHAQUE RÉGION (GROUPES EN LIGNE)

8. Nous souhaitons inviter des participants d'âges différents. Pourriez-vous me donner votre âge?
NOTER L'ÂGE : _____

RECRUTER DES PARTICIPANTS D'ÂGES DIFFÉRENTS (18 ANS ET PLUS)

9. Quelle est votre identité de genre? [Si vous n'êtes pas à l'aise de répondre, vous n'avez pas à le faire.] **[NE PAS LIRE LES CHOIX DE RÉPONSES]**

Homme	1
Femme	2
Je préfère me décrire moi-même (veuillez préciser) : _____	3
Je préfère ne pas répondre	4

L'OBJECTIF EST DE RECRUTER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES ET LES AUTRES GENRES, AU FUR ET À MESURE QU'ILS SE PRÉSENTENT.

10. Nous voulons recruter des participants de différentes origines ethniques pour les groupes de discussion. Vous identifiez-vous comme étant...? **[SÉLECTIONNER UNE SEULE RÉPONSE]**

un ou une Autochtone du Canada (Premières Nations, Inuit ou Métis)	1
un membre d'une communauté racialisée (autre qu'un Autochtone)	2
Aucune de ces réponses	3

RECRUTER DES MEMBRES DE COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES ET RACIALISÉES PARMIS TOUS LES GROUPES

11. **[DEMANDER SEULEMENT SI Q10=2]** Quelle est votre origine ethnique?

NOTER L'ETHNICITÉ : _____

RECRUTER UN MÉLANGE D'ETHNICITÉS

12. En vous comptant, combien y a-t-il de personnes qui gagnent un revenu dans votre ménage?

Une	1	
Deux ou plus	2	PASSER À Q14

13. Laquelle de ces catégories décrit le mieux votre revenu annuel personnel avant impôt en 2023?

[LIRE LES CHOIX DE RÉPONSES]

Moins de 40 000 \$	1
40 000 \$ à 60 000 \$	2
60 000 \$ à 80 000 \$	3
80 000 \$ à 100 000 \$	4
100 000 \$ à 150 000 \$	5
150 000 \$ et plus	6
Préfère ne pas répondre	7

SI < 40K, IDENTIFIER COMME FAIBLE REVENU

SI ≥ 80K, IDENTIFIER COMME REVENU ÉLEVÉ

14. **[SI Q12=2]** Laquelle de ces catégories décrit le mieux le revenu annuel total de tous les membres de votre ménage, avant impôt, en 2023? **[LIRE LES CHOIX DE RÉPONSES]**

Moins de 40 000 \$	1
40 000 \$ à 60 000 \$	2
60 000 \$ à 80 000 \$	3
80 000 \$ à 100 000 \$	4
100 000 \$ à 150 000 \$	5
150 000 \$ et plus	6
Préfère ne pas répondre	7

SI < 60K, IDENTIFIER COMME FAIBLE REVENU

SI ≥ 100K, IDENTIFIER COMME REVENU ÉLEVÉ

RECRUTER AU MOINS 5 PERSONNES DE MÉNAGES À FAIBLE REVENU DANS CHAQUE GROUPE

15. Quel est le plus haut niveau de scolarité que vous avez atteint?

Études secondaires partielles	1
Diplôme d'études secondaires	2
Études collégiales partielles	3
Diplôme d'études collégiales	4
Études universitaires partielles	5
Diplôme d'études universitaires	6
Préfère ne pas répondre	9

RECRUTER UN MÉLANGE

16. Est-ce que vous ou d'autres membres de votre famille immédiate travaillez pour...? [LIRE LES CHOIX DE RÉPONSES]

	Oui	Non
Une firme d'études de marché	1	2
Un magazine ou un journal en ligne ou version papier	1	2
Une station de radio ou de télévision	1	2
Un cabinet de relations publiques	1	2
Une entreprise médiatique en ligne ou un blogueur	1	2
Un gouvernement (fédéral, provincial ou municipal)	1	2
Une entreprise ou une organisation du secteur de l'énergie, comme l'hydroélectricité, le pétrole, le gaz ou l'énergie renouvelable	1	2

SI A RÉPONDU OUI À L'UN OU L'AUTRE, REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

17. Avez-vous déjà participé à une discussion de groupe ou une entrevue organisée à l'avance pour laquelle vous avez été rémunéré(e)?

Oui 1
Non 2 **PASSER À Q21**

18. Il y a combien de temps de cela?

Au cours des 6 derniers mois 1 **REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN**
Il y a plus de 6 mois 2

19. Quels étaient les sujets des discussions ou des entrevues auxquelles vous avez participé?

NOTER : _____

**REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LES SUJETS AVAIENT RAPPORT AVEC
L'ÉNERGIE/L'ABORDABILITÉ DE L'ÉNERGIE**

20. À combien de discussions de groupe avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

Moins de 5 1

5 ou plus 2 **REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN**

21. Nous demandons aux participants des groupes de discussion d'exprimer leurs opinions et de verbaliser leurs pensées. Dans quelle mesure êtes-vous à l'aise de vous exprimer devant d'autres personnes de votre âge ? Êtes-vous... ? **LIRE LES CHOIX DE RÉPONSES**

Très à l'aise 1 **MIN 5 PAR GROUPE**

Plutôt à l'aise 2

Pas très à l'aise 3 **REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN**

Très mal à l'aise 4 **REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN**

C. INVITATION (SÉANCES EN LIGNE)

22. J'aimerais vous convier à un groupe de discussion en ligne où vous pourrez échanger avec d'autres gens de votre région. La séance sera dirigée par un chercheur du groupe-conseil Quorus, une firme nationale de recherche sur l'opinion publique, et enregistrée. Toutefois, votre participation demeurera confidentielle. La discussion de 90 minutes (une heure et demie) aura lieu sur une plateforme de webconférence le [JOUR] [DATE] à [HEURE]. Les participants recevront 125 \$ en guise de remerciement.

Acceptez-vous de participer à cette étude ?

Oui	1	
Non	2	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

23. Avez-vous accès à une connexion Internet stable pouvant soutenir une vidéoconférence de 90 minutes en ligne?

Oui	1	
Non	2	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

24. Les participants devront répondre à des questions sur une plateforme de webconférence à l'aide d'un ordinateur, une tablette ou un téléphone intelligent dans une pièce tranquille. Y a-t-il une raison qui vous empêche de participer? (Aucun accès à un ordinateur ou une tablette, pas d'Internet, etc.) Si vous avez besoin de lunettes de lecture ou d'une prothèse auditive, n'oubliez pas de les porter.

Oui	1	
Non	2	PASSER À L'INVITATION

25. Pouvons-nous faire quoi que ce soit pour assurer votre participation?

Oui	1	
Non	2	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN
NSP/Ref	9	REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

26. Que pouvons-nous faire? [QUESTION OUVERTE]

L'INTERVIEWEUR NOTE LA RÉPONSE POUR UNE POSSIBLE ENTREVUE INDIVIDUELLE

NOTE POUR L'INTERVIEWEUR – EN TERMINANT L'ENTREVUE, DITES : *Merci de votre collaboration. Nous ne pouvons pas vous inviter puisque nous avons atteint le quota pour les participants avec un profil comme le vôtre.*

27. Les discussions seront enregistrées sur support vidéo. Ces enregistrements serviront à analyser les résultats et à rédiger le rapport. Les résultats des discussions seront regroupés dans le rapport de recherche, ce qui signifie qu'aucun participant ne sera identifié. Ni votre nom ni vos commentaires ne figureront dans ce rapport. Est-ce que ça vous semble acceptable?

Oui 1

Non 2 **REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN**

28. Des représentants de Ressources naturelles Canada, du gouvernement du Canada et d'autres personnes qui participent au projet observeront la séance. Ils ne participeront pas à la discussion et ne connaîtront pas votre nom. Est-ce que ça vous semble acceptable?

Oui 1

Non 2 **REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN**

29. Merci. Nous vous confirmons que la séance de discussion aura lieu le [JOUR], [DATE] à [HEURE] et qu'elle durera 90 minutes. Au terme de l'étude, vous recevrez 125 \$ en guise de remerciement. Aimerez-vous participer et pouvons-nous compter sur votre présence?

Oui 1

Non 2 **REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN**

Pour la séance, nous utiliserons une application de partage d'écran appelée **Zoom**. **Nous vous ferons parvenir un courriel contenant les directives pour vous connecter.**

Nous vous recommandons de cliquer sur le lien que nous vous enverrons quelques jours avant la date prévue pour la séance afin de nous assurer que vous avez accès à la plateforme en ligne qui aura été aménagée. Vous devrez répéter les étapes au moins 10 à 15 minutes avant la séance.

Puisque nous n'invitons qu'un nombre restreint de participants, votre présence est essentielle. Si vous n'êtes pas en mesure de participer, pour quelque raison que ce soit, **vous ne pouvez pas désigner quelqu'un d'autre à votre place** – veuillez nous contacter afin que nous puissions vous trouver un remplaçant. Vous pouvez nous joindre au **[INSÉRER LE NUMÉRO]**. Demandez à parler à **[INSÉRER LE NOM]**.

Afin que nous puissions vous envoyer un rappel ou vous informer de tout changement, pourriez-vous me fournir les renseignements suivants? **[LIRE L'INFORMATION ET APPORTER LES CHANGEMENTS NÉCESSAIRES]**

Prénom : _____

Nom de famille : _____

Courriel : _____

Numéro de téléphone (le jour) : _____

Numéro de téléphone (en soirée) : _____

Merci !

Si le répondant refuse de donner son nom de famille ou son prénom, ou bien son numéro de téléphone, lui dire que cette information demeurera confidentielle, conformément aux lois sur la protection des renseignements personnels et qu'elle servira uniquement à confirmer sa présence et à l'informer de tout changement. S'il ou elle refuse toujours, le REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN.

D. INVITATION (SÉANCES EN INSTALLATIONS)

30. J'aimerais vous convier à un groupe de discussion en personne où vous pourrez échanger avec d'autres gens de votre région. La séance sera dirigée par un chercheur du groupe-conseil Qorus, une firme nationale de recherche sur l'opinion publique, et enregistrée. Toutefois, votre participation demeurera confidentielle. La discussion de 90 minutes (une heure et demie) aura lieu en installations le [JOUR] [DATE] à [HEURE]. Les participants recevront 125 \$ en guise de remerciement.

Acceptez-vous de participer à cette étude?

Oui 1

Non 2

REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

31. Les participants pourraient être invités à noter leurs réponses ou à lire du matériel. Y a-t-il une raison qui vous empêche de participer? Si vous avez besoin de lunettes de lecture ou d'une prothèse auditive, n'oubliez pas de les porter.

Oui 1

Non 2

PASSER À L'INVITATION

32. Pouvons-nous faire quoi que ce soit pour assurer votre participation?

Oui 1

Non 2

REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

NSP/Ref 9

REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN

33. Que pouvons-nous faire? [QUESTION OUVERTE]

L'INTERVIEWEUR NOTE LA RÉPONSE POUR UNE POSSIBLE ENTREVUE INDIVIDUELLE

NOTE POUR L'INTERVIEWEUR – EN TERMINANT L'ENTREVUE, DITES : *Merci de votre collaboration. Nous ne pouvons pas vous inviter puisque nous avons atteint le quota pour les participants avec un profil comme le vôtre.*

34. Les discussions seront enregistrées sur support vidéo. Ces enregistrements serviront à analyser les résultats et à rédiger le rapport. Les résultats des discussions seront regroupés dans le rapport de recherche, ce qui signifie qu'aucun participant ne sera identifié. Ni votre nom ni vos commentaires ne figureront dans ce rapport. Est-ce que ça vous semble acceptable?

Oui 1

Non 2 **REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN**

35. Des représentants de Ressources naturelles Canada, du gouvernement du Canada et d'autres personnes qui participent au projet observeront la séance. Ils ne participeront pas à la discussion et ne connaîtront pas votre nom. Est-ce que ça vous semble acceptable?

Oui 1

Non 2 **REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN**

36. Merci. Nous vous confirmons que la séance de discussion aura lieu en installations le **[JOUR]**, **[DATE]** à **[HEURE]** et qu'elle durera 90 minutes (une heure et demie). Au terme de l'étude, vous recevrez 125 \$ en guise de remerciement. Aimerez-vous participer et pouvons-nous compter sur votre présence?

Oui 1

Non 2 **REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN**

Avez-vous un stylo sous la main pour noter l'adresse que je vais vous donner? La séance aura lieu à cet endroit :

<p>Halifax</p> <p>Narrative Research 7071 Bayers Road Bureau 5001 Halifax (Nouvelle-Écosse) B3L 2C2</p>
<p>Toronto</p> <p>CRC TORONTO 121 Bloor ST. E – 2nd Floor Toronto (Ontario) M4W 3M5</p>
<p>Calgary</p>

Stone Olafson
 Bureau 500, 805 10 Ave SW
 Calgary (Alberta)
 T2R 0B4

Nous vous demandons d'arriver quinze minutes plus tôt pour trouver du stationnement, repérer les installations et vous enregistrer auprès des hôtes. Ces derniers vérifieront l'identité des participants avant la séance. Assurez-vous d'apporter une pièce d'identité (comme un permis de conduire). Si vous avez besoin de lunettes de lecture, n'oubliez pas de les apporter.

Puisque nous n'invitons qu'un nombre restreint de participants, votre présence est essentielle. Si vous n'êtes pas en mesure de participer, pour quelque raison que ce soit, **vous ne pouvez pas envoyer quelqu'un d'autre à votre place** – veuillez nous contacter afin que nous puissions vous trouver un remplaçant. Vous pouvez nous joindre au **[INSÉRER LE NUMÉRO]**. Demandez à parler à **[INSÉRER LE NOM]**.

Afin que nous puissions vous envoyer un rappel ou vous informer de tout changement, pourriez-vous me fournir les renseignements suivants? **[LIRE L'INFORMATION ET APPORTER LES CHANGEMENTS NÉCESSAIRES]**

Prénom : _____

Nom de famille : _____

Courriel : _____

Numéro de téléphone (le jour) : _____

Numéro de téléphone (en soirée) : _____

Merci !

Si le répondant refuse de donner son nom de famille ou son prénom, ou bien son numéro de téléphone, lui dire que cette information demeurera confidentielle, conformément aux lois sur la protection des renseignements personnels et qu'elle servira uniquement à confirmer sa présence et à l'informer de tout changement. S'il ou elle refuse toujours, le REMERCIER ET METTRE FIN À L'ENTRETIEN.

Annexe B : Guide du modérateur

Explication du déroulement (8 minutes)

Merci à tous de vous joindre à ce groupe de discussion en ligne !

● Présentation de l'animateur et de l'entreprise, et accueil des participants

- Merci d'être avec nous.
- Je m'appelle [INSÉRER LE NOM DE L'ANIMATEUR] et je travaille pour le groupe-conseil Quorus. Nous menons une étude pour le compte du gouvernement du Canada, plus précisément Ressources naturelles Canada ou RNCan.
- Aujourd'hui, nous parlerons de l'énergie que les Canadiens consomment, de la transition vers l'énergie propre, du rythme de cette transition, du rôle du gouvernement, et des expériences et perspectives des Canadiens en ce qui a trait à l'abordabilité de l'énergie.
- La discussion durera environ 90 minutes.
- Veuillez éteindre vos cellulaires et autres appareils électroniques.

● Description de la discussion de groupe

- La discussion prendra la forme d'une « table ronde », c'est-à-dire que nous discuterons de certains sujets et que vous aurez tous la chance d'exprimer vos opinions. Nous vous demanderons également de répondre à quelques questions pour nous aider à orienter la discussion.
- Mon travail consiste à faciliter la discussion et à faire en sorte qu'on ne s'écarte pas du sujet, tout en respectant le temps qui nous est alloué.
- Votre tâche consiste à donner vos opinions sur les sujets que je vous proposerai aujourd'hui/ce soir.
- Nous voulons des opinions sincères. Il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises réponses. Ceci n'est pas un test de connaissances.
- Toutes les opinions sont importantes et méritent d'être respectées.
- N'hésitez pas à vous exprimer, même si vous croyez que votre opinion est différente de celles du groupe. Vous pourriez avoir la même opinion que d'autres consommateurs.

POUR LES GROUPES EN LIGNE :

- Pour la séance, vous devez activer votre webcam et votre microphone, et vous assurer de bien m'entendre. Quand vous ne parlez pas, je vous encourage à couper le son afin de réduire au minimum les bruits ambiants. N'oubliez pas de remettre le son lorsque vous prenez la parole. [L'ANIMATEUR EXPLIQUE COMMENT UTILISER LE MICROPHONE.]
- Il se peut que nous utilisions la fonction de clavardage. **[L'ANIMATEUR EXPLIQUE COMMENT ACCÉDER À LA FONCTION CLAVARDAGE DE ZOOM, SELON L'APPAREIL UTILISÉ PAR CHAQUE PARTICIPANT.]** Faisons un test maintenant. Ouvrez la fenêtre de clavardage et envoyez un court message au groupe (p. ex., Bonjour tout le monde!) Si vous souhaitez répondre à une question et que je ne m'adresse pas à vous spécifiquement, tapez votre réponse ici. Nous lirons tous les commentaires à la fin du projet.

● Explications

- Tous les commentaires que vous formulerez durant la séance demeureront confidentiels. Nous n’attribuerons aucun commentaire aux participants. Notre rapport contiendra un résumé des commentaires formulés lors des séances, mais ne mentionnera aucun nom. Ne fournissez aucun renseignement qui pourrait servir à vous identifier.
 - Une fois disponibles, le rapport final pour cette séance et tous les autres documents seront affichés sur le site Web de la Bibliothèque du Parlement et de Bibliothèque et Archives Canada.
 - Vos réponses n’auront aucune incidence sur vos rapports avec le gouvernement du Canada.
 - La séance sera enregistrée sur support audiovisuel pour la rédaction du rapport et la vérification des commentaires.
 - Quelques-uns de mes collègues et membres de l’équipe cliente de Ressources naturelles Canada qui participent au projet observeront la séance pour entendre vos commentaires.
- Je tiens à souligner que je ne suis pas un employé du gouvernement du Canada. Il se peut que je ne sois pas en mesure de répondre à vos questions. Dans ce cas, je ferai tout en mon pouvoir pour obtenir des réponses avant la fin de la séance.

Avez-vous des questions?

Présentations (5 minutes)

PRÉSENTATIONS : Allons-y avec les présentations. Donnez-nous votre nom et parlez-nous brièvement de vous, par exemple, l’endroit où vous habitez, les gens qui vivent avec vous, votre travail, et ainsi de suite. **L’ANIMATEUR FOURNIT DES EXEMPLES AU BESOIN.**

Section 1 : Opinions générales à l’égard de la transition vers l’énergie propre (15 minutes)

Le premier sujet que nous aborderons est la transition vers l’énergie propre.

- Y en a-t-il parmi vous qui ont entendu parler de la transition vers l’énergie propre au Canada?
 - Qu’est-ce que cela signifie selon vous?

Pour que nous nous comprenions bien, j’aimerais souligner que : **[L’ANIMATEUR PARTAGE SON ÉCRAN / DISTRIBUE UN DOCUMENT.]**

1. La transition vers l’énergie propre désigne le remplacement d’une énergie conventionnelle dérivée de combustibles fossiles (comme le charbon ou le pétrole) par des énergies propres produites à partir de sources d’énergie renouvelable (comme l’hydrogène, l’hydroélectricité, l’énergie solaire, la géothermie, etc.), ainsi que l’utilisation accrue de produits écoénergétiques et l’adoption de pratiques écoénergétiques. Ces changements influencent la provenance de notre électricité, la manière dont nous chauffons nos maisons et alimentons nos moyens de transport.

2. L'ÉNERGIE PROPRE désigne l'électricité produite à partir de sources qui n'émettent aucune pollution par le carbone (les sources non émettrices), comme l'hydroélectricité, l'énergie solaire, l'énergie nucléaire, la géothermie et l'énergie marémotrice.

Le Canada s'est engagé à atteindre la carboneutralité d'ici 2050, comme plus de 140 autres pays, y compris tous les pays du G7. Le Canada est également résolu à atteindre son objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 40 à 45 pour cent en dessous des niveaux de 2005 d'ici 2030. Étant donné que la production et l'utilisation des énergies au Canada représentent près de 80 % des émissions, la transition vers l'énergie propre est essentielle si nous voulons remplir nos engagements en matière de changements climatiques.

Que pensez-vous de la transition vers l'énergie propre?

- Quelle est l'importance, s'il y a lieu, de cette transition pour vous personnellement? Expliquez-moi votre raisonnement.
- Tout bien considéré, dans quelle mesure cette transition devrait-elle être une priorité pour le Canada, le cas échéant? Expliquez-moi votre raisonnement?
- Quels sont les avantages, s'il y a lieu, de la transition vers l'énergie propre?
 - De quelles manières vous et votre ménage profiteriez de la transition vers l'énergie propre au Canada?
 - Quels seraient les avantages pour votre communauté, votre province ou votre territoire ou pour l'ensemble du Canada?
- Quels seraient les inconvénients de cette transition vers l'énergie propre, le cas échéant?
 - De quelles manières vous et votre ménage seriez désavantagés ou touchés négativement par la transition vers l'énergie propre au Canada?
 - Quels seraient les inconvénients pour votre communauté, votre province ou votre territoire ou pour l'ensemble du Canada?

Section 2 : Opinions sur le rythme de la transition et les progrès réalisés (15 minutes)

J'aimerais connaître votre point de vue à savoir si le Canada a fait des progrès en matière de transition vers l'énergie propre et s'il est sur la bonne ou la mauvaise voie.

- À votre connaissance, le Canada est-il sur la bonne ou la mauvaise voie en ce qui concerne la transition vers l'énergie propre? Pourquoi dites-vous cela?
- Croyez-vous que le Canada devrait accélérer, ralentir, faire une pause ou même prendre du recul? Pourquoi dites-vous cela?

S'IL EST SUR LA BONNE VOIE : Que remarquez-vous, le cas échéant, autour de vous ou dans l'ensemble du pays qui indique que le Canada est sur la bonne voie?

- Qu'est-ce que le Canada fait de bien?

S'IL EST SUR LA MAUVAISE VOIE : Que devrait faire le Canada pour être sur la bonne voie en ce qui concerne la transition vers l'énergie propre?

Votre ménage a-t-il fait quoi que ce soit dans le cadre de la transition vers l'énergie propre ou l'adoption de pratiques écoénergétiques? **DANS L’AFFIRMATIVE :** Qu'avez-vous fait?

- Qu'est-ce qui pourrait aider? Qu'est-ce qui changerait les choses?
- À votre connaissance, la transition vers l'énergie propre a-t-elle un impact sur votre consommation d'énergie?

Section 3 : La transition vers l'énergie propre et le gouvernement (15 minutes)

Tournons maintenant notre attention sur le rôle que joue ou que devrait jouer le gouvernement du Canada en matière de transition vers l'énergie propre.

- Tout d'abord, quel rôle le gouvernement du Canada devrait-il jouer, le cas échéant, lorsqu'il s'agit de la transition vers l'énergie propre?
- Comment décrivez-vous les efforts du gouvernement du Canada lorsqu'il s'agit de soutenir la transition vers l'énergie propre?
 - Êtes-vous au courant des mesures qui ont été prises par le gouvernement du Canada en matière de transition vers l'énergie propre? Qu'avez-vous entendu?
 - Où en avez-vous entendu parler?

[PARTAGE D'ÉCRAN/DISTRIBUTION D'UN DOCUMENT] Je vais vous présenter quelques exemples d'initiatives et de programmes récemment mis en place par le gouvernement pour soutenir la transition vers l'énergie propre :

- La subvention canadienne pour des maisons plus vertes du gouvernement du Canada offre 5 000 \$ aux Canadiens pour rénover leurs maisons afin qu'elles soient plus écoénergétiques et pour rendre l'énergie plus abordable, par exemple l'installation de thermopompes.

- Le programme pour la conversion abordable du mazout à la thermopompe offre aux Canadiens jusqu'à 10 000 \$ pour changer leur système de chauffage.
- Le prêt canadien pour des maisons plus vertes offre aux Canadiens un prêt de 40 000 \$ sans intérêt pour rénover leurs maisons afin qu'elles soient plus écoénergétiques.
- Le gouvernement offre 5 000 \$ pour rendre les véhicules à émission zéro (p. ex., les véhicules électriques) plus abordables. En plus, il offre des fonds pour la construction de bornes de recharge publiques.
- Le gouvernement offre des fonds en recherche et développement pour appuyer les technologies qui diminueront les gaz à effet de serre, tel que le captage du carbone pour le secteur du gaz et du pétrole.
- Le gouvernement offre des fonds pour améliorer et moderniser le réseau électrique.
- Le gouvernement investit dans la construction d'usines de batteries et de fabrication de véhicules à émission zéro afin de créer une chaîne d'approvisionnement manufacturière au Canada en vue de produire des véhicules à émission zéro au pays.

Que pensez-vous des programmes et des initiatives de ce genre?

- **AU BESOIN** : Êtes-vous en faveur, contre ou neutre?
- **AU BESOIN** : Ces programmes et ces politiques représentent-ils un bon investissement?
- Comment aimeriez-vous que le gouvernement vous informe de ces types de programmes?

Que pensez-vous des incitatifs financiers suivants:

- Seriez-vous intéressé à du financement à faible taux d'intérêt pour rénover votre maison si cela menait à des économies au niveau de vos factures énergétiques?
- Seriez-vous intéressé à un service qui planifie et installe des mises à jour écoénergétiques pour votre maison qui peuvent être remboursées au fil du temps en utilisant les économies que vous connaîtrez sur vos factures d'électricité?

Bien que la liste que je vous ai présentée ne soit pas exhaustive, elle contient un certain nombre d'initiatives et de programmes fédéraux parmi les plus importants. Tout bien considéré...

- ... le gouvernement fédéral a-t-il oublié ou négligé de tenir compte des intérêts d'une partie de la population ou de certaines industries ou certains types d'entreprises?

- ... le gouvernement fédéral accorde-t-il trop d'attention aux intérêts d'une partie de la population ou de certaines industries ou certains types d'entreprises?

Section 4 : Abordabilité de l'énergie (30 minutes)

J'aimerais discuter de l'utilisation que fait votre ménage de l'énergie, et de l'abordabilité de l'énergie en général.

- L'énergie est-elle abordable dans la province de [province]? Comment expliquez-vous qu'elle soit abordable ou non?
 - À quel point l'abordabilité de l'énergie a-t-elle un impact sur la quantité d'énergie que vous consommez?
 - Croyez-vous que les politiques gouvernementales aient un impact sur l'abordabilité de l'énergie ou s'il y a d'autres facteurs en cause?
- **[MOINS IMPORTANT POUR LES CENTRES URBAINS]** L'énergie est-elle fiable dans la province de [province]? Selon vous, pourquoi l'énergie est-elle fiable ou non?
 - La fiabilité de l'énergie est-elle demeurée la même, s'est-elle améliorée ou s'est-elle détériorée dans les dernières années? Veuillez m'expliquer votre raisonnement.

Revenons à l'abordabilité de l'énergie :

- Pensez-vous que la transition vers l'énergie propre au Canada fera en sorte que l'énergie sera plus abordable ou moins abordable pour votre ménage?
- Selon vous, y aura-t-il des impacts différents à court terme (1 à 3 ans), à moyen terme (4 à 10 ans) ou à long terme (11 ans et plus)? Expliquez-moi votre raisonnement.
- L'abordabilité de l'énergie est-elle une préoccupation majeure pour votre ménage? Comment le prix de l'énergie se compare-t-il aux autres factures de votre ménage?
- Quelles sont les autres options à votre disposition, le cas échéant, pour réduire vos coûts d'énergie?
 - Où iriez-vous pour trouver cette information?
- Selon vous, comment la province de [province] se compare-t-elle au reste du Canada en ce qui concerne l'abordabilité de l'énergie?

Prenons maintenant un peu de recul pour considérer tous les points qui ont été soulevés durant la discussion.

Y en a-t-il parmi vous qui croient que la transition vers l'énergie propre au Canada est en quelque sorte simplifiée à l'extrême, et que certains aspects sont plus facile à dire qu'à faire?

[SI LE TEMPS LE PERMET] Dans toutes les discussions au sujet de la transition vers l'énergie propre au Canada, avez-vous l'impression qu'on a oublié quelque chose? Y a-t-il une question que personne n'a posée? Ou un enjeu lié à la transition vers l'énergie propre que personne n'a abordé?

Conclusion (2 minutes)

[L'ANIMATEUR CONSULTE L'ÉQUIPE DU CLIENT POUR SAVOIR SI ELLE A D'AUTRES QUESTIONS POUR LES PARTICIPANTS.]

- Cela conclut notre discussion de ce soir. En terminant, avez-vous des commentaires ou des observations que vous aimeriez partager?

Ce sont toutes les questions que j'avais pour vous.

SÉANCES EN LIGNE : L'équipe qui vous a invité à participer à cette séance communiquera avec vous pour vous expliquer de quelle façon vous recevrez l'incitatif que nous vous avons promis.

SÉANCES EN INSTALLATIONS : En sortant, je vous invite à vous présenter à la réception pour recevoir l'incitatif que nous vous avons promis et signer le registre de sortie. Ce faisant, vous confirmerez que vous avez bien reçu l'incitatif.

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de partager vos opinions avec nous. Vos commentaires sont très importants.

Bonne soirée!